

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2019, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2020, sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général (y compris les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie américaine et mondiale) et des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité et sur les attentes à l'égard de la transaction envisagée visant London Stock Exchange Group plc et Refinitiv. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives », « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Facteurs de risque ». Le présent rapport de gestion est en date du 2 novembre 2020.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	3
• Mise à jour sur la COVID-19 – Une description de l'incidence sur nos activités et de notre réponse	5
• Perspectives – Nos perspectives financières ainsi que les principales hypothèses et risques importants qu'elles comportent.....	6
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.....	9
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette.....	18
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant.....	23
• Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv – La vente envisagée de Refinitiv à LSEG.....	23
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 septembre 2020 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	24
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	24
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables.....	24
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir.....	25
• Facteurs de risque – Les facteurs de risque qui viennent compléter et mettre à jour ceux qui sont présentés dans notre rapport annuel 2019.....	27
• Annexes – Des informations supplémentaires, notamment au sujet de la performance de Refinitiv	30

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société », « TRC » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à nos filiales.

Pandémie de COVID-19

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié de pandémie la maladie causée par une nouvelle souche de coronavirus, appelée COVID-19. L'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. Dans le présent rapport de gestion, nous analysons les conséquences en constante évolution de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Renseignements supplémentaires » du présent rapport de gestion pour un complément d'information sur les ajustements des résultats sectoriels des périodes précédentes.

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nos résultats, sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS, tiennent compte des résultats des entreprises acquises depuis la date de leur acquisition. Nous utilisons des mesures non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs, et elles ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Nos mesures financières non conformes aux IFRS comprennent :

- le BAIIA ajusté et la marge connexe;
- le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe;
- le résultat ajusté et le résultat ajusté par action;
- la dette nette et notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté;
- les flux de trésorerie disponibles.

Nous présentons également les variations de nos produits des activités ordinaires, de nos charges d'exploitation, de notre BAIIA ajusté et de la marge connexe, ainsi que de notre résultat ajusté par action, avant effet du change ou en « devises constantes ». Ces mesures excluent la distorsion qu'entraîne l'incidence des fluctuations du change afin d'améliorer la comparabilité des tendances que nos entreprises affichent d'une période à l'autre. Pour permettre une analyse plus poussée de la croissance des produits des activités ordinaires de nos entreprises actuelles en devises constantes, nous présentons la croissance interne des produits des activités ordinaires (définie dans le glossaire ci-après et à l'annexe A).

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – termes clés

Nous utilisons dans le présent rapport de gestion les termes suivants.

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité, qui représentent 79 % de nos produits des activités ordinaires pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2020.
Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %.
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
COVID-19	Nouvelle souche de coronavirus qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé en mars 2020.
RPA	Résultat par action
secteur Activités financières et risque	Notre ancien secteur Activités financières et risque, maintenant appelé Refinitiv
vente ou transaction du secteur Activités financières et risque	Vente, conclue le 1 ^{er} octobre 2018, d'une participation de 55 % dans le secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv	Entente conclue avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone visant la vente de Refinitiv à LSEG
Refinitiv	Dénomination de notre ancien secteur Activités financières et risque en date de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque. Nous détenons une participation de 45 % dans Refinitiv depuis le 1 ^{er} octobre 2018.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travail, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter soutenus par le siège social :



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des services que nous offrons dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la réglementation et de la conformité.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



Reuters News

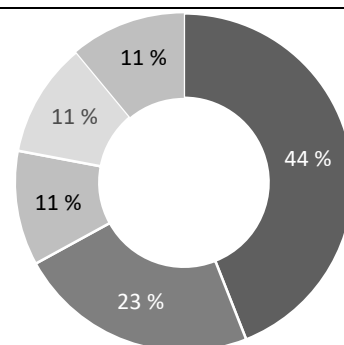
Ce secteur est un fournisseur de nouvelles économiques, financières, nationales et internationales à l'intention des professionnels par l'intermédiaire de terminaux de bureaux, notamment par Refinitiv, de groupes de médias du monde entier et d'événements sectoriels et directement aux consommateurs.



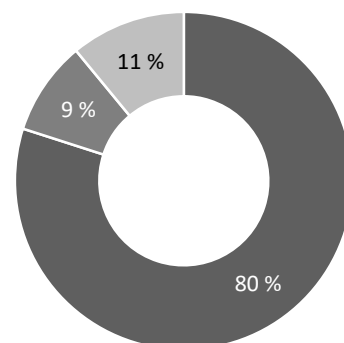
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du troisième trimestre de 2020



■ Professionnels du droit ■ Grandes sociétés
■ Fiscalité et comptabilité ■ Reuters News
■ Publications mondiales



■ Récurrents ■ Transactions ■ Publications mondiales

Le siège social assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Il assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Faits saillants financiers

Nos marchés et nos entreprises continuent à faire preuve de résilience face à la conjoncture macro-économique générale difficile liée à la COVID-19. Nous adaptons nos activités pour soutenir nos clients dans l'évolution de leur façon de travailler.

Nos résultats du troisième trimestre ont dépassé nos prévisions trimestrielles. En novembre 2020, nous avons révisé à la hausse nos perspectives pour l'exercice complet de 2020 en ce qui a trait à la marge du BAIIA ajusté, à la marge du BAIIA ajusté de nos « 3 grands secteurs » et aux flux de trésorerie disponibles, et confirmé nos perspectives concernant les produits des activités ordinaires. Veuillez vous reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour en savoir plus sur nos perspectives commerciales, notamment pour connaître les ajustements apportés aux dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires et à la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 septembre			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 443	1 413	2 %	
Bénéfice d'exploitation	318	262	21 %	
Résultat dilué par action	0,48 \$	(0,09) \$	n. s.	
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	581	264	117 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 443	1 413	2 %	3 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				2 %
BAIIA ajusté	491	345	42 %	45 %
Marge du BAIIA ajusté	34,0 %	24,4 %	960 pb	1 000 pb
Résultat ajusté par action	0,39 \$	0,27 \$	44 %	48 %
Flux de trésorerie disponibles	541	126	330 %	

Résultats financiers supplémentaires pour les 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

	Trimestres clos les 30 septembre			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 134	1 091	4 %	5 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				5 %
BAIIA ajusté	439	360	22 %	21 %
Marge du BAIIA ajusté	38,7 %	33,1 %	560 pb	540 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les **produits des activités ordinaires** ont augmenté de 2 % au total et de 3 % en devises constantes. Les produits des activités ordinaires ont reflété une croissance interne de 2 %, l'augmentation de 4 % des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) et des produits tirés des transactions ayant été en partie contrebalancée par la diminution des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs (79 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 4 % au total et de 5 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne est attribuable à l'augmentation de 5 % des produits récurrents (89 % des produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs) et à l'augmentation de 4 % des produits tirés des transactions.

Le **bénéfice d'exploitation** a augmenté de 21 %, la baisse des coûts ayant plus que compensé la hausse de la dotation aux amortissements et l'incidence favorable moins importante de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la vente envisagée de Refinitiv à LSEG. La hausse des produits des activités ordinaires a aussi contribué à l'augmentation du bénéfice d'exploitation. La hausse du BAIIA ajusté et de la marge connexe reflète pleinement l'incidence favorable de la baisse des coûts, car ces mesures ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles ni de l'incidence de la réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments. La baisse des coûts s'explique par l'achèvement du repositionnement de la société en 2019, après la séparation du secteur Activités financières et risque, et par la diminution des charges attribuable à nos initiatives visant une réduction de 100 M\$ des coûts annuels pour l'exercice 2020 dans le contexte de la COVID-19, que nous expliquons plus loin dans le présent rapport de gestion.

Le **bénéfice par action dilué** s'est établi à 0,48 \$ par action, comparativement à une perte par action de 0,09 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation du bénéfice d'exploitation, de la diminution de la perte liée à notre participation de 45 % dans Refinitiv et de la hausse du produit d'impôt. Le résultat ajusté par action, qui exclut la perte liée à notre participation dans Refinitiv et d'autres ajustements, est passé de 0,27 \$ par action à 0,39 \$ par action, en raison principalement de la hausse du BAIIA ajusté, qui a plus que contrebalancé l'augmentation des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et l'accroissement de la charge d'impôt.

L'augmentation des **flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation** s'explique principalement par le fait que les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent tenaient compte de coûts et d'investissements importants liés au repositionnement de la société après la séparation du secteur Activités financières et risque, ainsi que de charges résiduelles liées aux activités de notre ancien secteur Activités financières et risque. Les résultats de la période de 2020 tiennent compte d'économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19 et de paiements d'impôt moins élevés. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est attribuable aux mêmes facteurs, auxquels s'ajoute le produit de la vente de biens immobiliers.

Bien que la société ne présente habituellement pas de perspectives trimestrielles, nous avons publié des perspectives pour le deuxième et le troisième trimestre de 2020 étant donné les incertitudes liées à la pandémie de COVID-19. Le tableau ci-après compare notre performance réelle au chapitre des produits des activités ordinaires et les perspectives correspondantes pour le troisième trimestre de 2020.

Mesures non conformes aux IFRS ¹⁾	Perspectives pour le troisième trimestre de 2020	Performance pour le troisième trimestre de 2020	
Résultats globaux pour Thomson Reuters			
Croissance des produits des activités ordinaires (avant l'effet du change)	Entre 1 % et 2 %	2,5 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	Entre 1 % et 2 %	2,5 %	✓
Résultats combinés pour les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité (les 3 grands secteurs)			
Croissance des produits des activités ordinaires (avant l'effet du change)	Entre 3,0 % et 4,0 %	4,5 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	Entre 3,0 % et 4,0 %	4,6 %	✓

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Mise à jour sur la COVID-19

L'information qui suit est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec les rubriques « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Facteurs de risque ».

L'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. La durée de cette crise et ses effets à long terme sur l'économie mondiale demeurent incertains, car la réouverture de l'économie mondiale dépend de la capacité des pays à limiter la propagation du virus.

Thomson Reuters n'a pas subi de perturbations majeures de ses activités en raison de la pandémie de COVID-19 et demeure pleinement opérationnelle. La plupart des employés continuent de travailler à distance à partir de la maison, grâce à des outils technologiques qui leur permettent de collaborer avec les clients et entre eux. Nous élaborons des plans détaillés en vue d'une réouverture sécuritaire et graduelle de nos bureaux à l'échelle mondiale, bien que nous nous attendions actuellement à ce que peu de personnes retournent à nos bureaux avant juillet 2021, ce retour se faisant sur une base volontaire. Les employés essentiels qui ne peuvent travailler de la maison, comme les journalistes de Reuters News et les employés des installations de notre secteur Publications mondiales, appliquent diverses normes de santé et sécurité. Nous continuons d'agir et de planifier en fonction des directives des organisations de la santé à l'échelle mondiale, des gouvernements concernés et des pratiques exemplaires qui évoluent sans cesse.

Nous comptons environ 500 000 clients qui sont en grande partie des professionnels du droit ou de la fiscalité qui travaillent au sein de sociétés et de cabinets de services professionnels, parmi lesquels plusieurs travaillent aussi à distance. Nos produits permettent à nos clients de rester productifs lorsqu'ils travaillent à distance, car ils peuvent accéder à la plupart de nos produits et services sur Internet. Même si nous avons annulé ou reporté presque toutes nos conférences en personne, surtout au sein de notre entreprise Reuters Events, nous avons remplacé bon nombre de ces événements par des rencontres virtuelles.

Nous pensons toujours être en bonne position pour traverser la crise économique. Nous pouvons compter sur des secteurs d'activité forts qui desservent des marchés de grande envergure, diversifiés et traditionnellement stables, et nos secteurs d'activité ont par le passé dégagé des flux de trésorerie disponibles importants, puisqu'ils fonctionnent principalement par abonnements et affichent des taux de rétention élevés. Nous estimons que nos activités s'appuient sur des assises financières solides et que nous avons accès à des sources de trésorerie suffisantes pour soutenir la société durant une reprise progressive. Comme nous l'expliquons en détail à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion, nos principales sources de trésorerie sont toujours l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notre facilité de crédit consortiale d'un montant de 1,8 G\$ et notre programme de papier commercial de 1,8 G\$. De temps à autre, nous émettons aussi des titres d'emprunt aux termes

d'un prospectus. Tel qu'il est mentionné dans nos perspectives pour l'exercice 2020, nous nous attendons à dégager des flux de trésorerie disponibles d'environ 1,1 G\$ pour l'exercice à l'étude. Au 30 septembre 2020, nos fonds en caisse s'établissaient à 1,2 G\$. Nous n'avons pas de titres d'emprunt qui arrivent à échéance avant 2023.

Notre plan d'affaires repose toujours sur l'hypothèse que l'économie mondiale se redressera progressivement, malgré des périodes de volatilité au cours du processus de reprise. À notre avis, les professionnels du droit et de la comptabilité sont essentiels au fonctionnement efficace des marchés mondiaux, et ils continueront d'acheter nos produits et nos services. Nous croyons qu'en raison de la COVID-19, plus d'avocats et de comptables se tournent vers des produits axés sur la technologie comme les nôtres, étant donné leur propre expérience du travail à distance. Nos activités principales se sont montrées résilientes lors des précédents ralentissements économiques, notamment celui qui a débuté en 2008. Or, comme nos activités sont fondées sur des abonnements, il est possible que nos résultats d'exploitation ne commencent à refléter l'intégralité des éventuels effets négatifs de la pandémie de COVID-19 qu'au cours des périodes à venir.

Perspectives

L'information qui suit est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec les rubriques « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Facteurs de risque ».

Nos perspectives commerciales pour l'exercice 2020 ont initialement été communiquées en février 2020. Par la suite, nous avons mis à jour nos perspectives en mai 2020, afin de rendre compte de notre estimation des conséquences de la COVID-19, puis en août 2020, afin de revoir à la hausse nos perspectives concernant les flux de trésorerie disponibles.

En novembre 2020, nous avons révisé à la hausse nos perspectives pour l'exercice 2020 en ce qui a trait à la marge du BAIIA ajusté, aux flux de trésorerie disponibles, aux dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires et à la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels. Nous avons confirmé les prévisions pour l'exercice 2020 que nous avons présentées en août 2020 pour toutes les autres mesures.

Nos perspectives pour l'exercice complet de 2020 présentées ci-dessous présument que les cours de change demeureront constants et ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient avoir lieu. Nous pensons que ce type d'orientation fournit des renseignements utiles sur la performance de nos secteurs d'activité.

Perspectives globales pour 2020		
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾	Perspectives globales de 2020 pour Thomson Reuters	Perspectives de 2020 pour les 3 grands secteurs
	Avant l'effet du change et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures	
Croissance des produits des activités ordinaires	De 1,0 % à 2,0 %	De 3,0 % à 4,0 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	De 0 % à 1,0 %	De 3,0 % à 4,0 %
Marge du BAIIA ajusté (en hausse, de 31,0 % à 32,0 %)	Environ 32,0 %	De 37,0 % à 38,0 % (en hausse, de 36,0 % à 37,0 %)
Charges liées au siège social	Entre 140 M\$ et 150 M\$	
Flux de trésorerie disponibles (en hausse, de 1,0 G\$ à 1,1 G\$)	Environ 1,1 G\$	
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires (en hausse, de 7,5 % à 8,0 %)	De 8,0 % à 8,5 %	
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels (en hausse, de 625 M\$ à 650 M\$)	Entre 650 M\$ et 675 M\$	
Charge d'intérêts	Entre 190 M\$ et 215 M\$	
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	De l'ordre de 17 % à 19 %	

1) Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS.

Bien que notre performance du troisième trimestre ait renforcé notre confiance à l'égard de nos perspectives pour l'exercice complet, l'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Nous avons atténué l'incidence de la baisse des produits des activités ordinaires liée à la COVID-19 sur notre BAIIA ajusté et sur nos flux de trésorerie disponibles au moyen d'un programme d'économies de coûts de 100 M\$, qui a permis de diminuer les dépenses liées aux services de consultation et de conseil, aux déplacements et au divertissement et à certains projets de développement ainsi que d'autres dépenses discrétionnaires. Nous ayons dépassé notre cible d'économies de coûts de 100 M\$ au troisième trimestre, cependant nous prévoyons réinvestir les montants économisés additionnels attribuables au programme au quatrième trimestre, de sorte que nos économies pour l'exercice complet devraient s'élever à environ 100 M\$. Nos perspectives concernant les flux de trésorerie disponibles présument que nous allons connaître des retards temporaires au niveau de l'encaissement des paiements de certains clients, mais nous croyons que ces montants seront recouvrés lorsque l'économie se relèvera. Nous prévoyons toujours

dégager des flux de trésorerie disponibles importants qui, pris collectivement avec nos autres sources de trésorerie, suffiront d'après nous à financer nos besoins en trésorerie pour les 12 prochains mois. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements sur notre situation financière.

Principales hypothèses et risques importants

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des prévisions qui sous-tendent nos perspectives actuelles pour 2020, lesquelles reflètent la crise économique mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- L'économie mondiale se redressera progressivement, malgré des périodes de volatilité causées par les perturbations liées à la propagation de la COVID-19 et les mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. - La santé financière et opérationnelle de notre clientèle, tant aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde, s'améliorera progressivement avec l'assouplissement des mesures de confinement et d'autres restrictions. - Les annulations de nos contrats d'abonnement seront limitées durant la crise économique, car nos produits et services resteront essentiels pour les professionnels du droit et de la fiscalité. - Pendant la période prolongée de télétravail, nos clients continueront d'accéder à nos produits à distance et ils accorderont de la valeur à l'information et aux outils de haute qualité qui leur permettent d'être productifs et efficaces. - Nous préserverons notre capacité d'ajouter de nouveaux clients pendant la crise économique, grâce à l'amélioration de nos plateformes et de nos propositions numériques ou à d'autres initiatives de nature commerciale. - Reuters News enregistrera une réduction importante de la demande pour son entreprise Reuters Events en raison de l'annulation des événements en personne, ainsi qu'une baisse de la demande pour son entreprise axée sur les consommateurs et ses services de presse. - Notre personnel continuera d'être efficace dans un contexte de télétravail pendant une période prolongée et conservera la capacité de mettre en œuvre de nouveaux produits et services et d'offrir du soutien aux clients pour les produits existants. - L'installation du secteur Publications mondiales restera ouverte et les journalistes de notre secteur Reuters News seront toujours en mesure de rapporter les événements qui se déroulent dans le monde. - Les produits du secteur Publications mondiales diminueront plus vite que ce qui avait été prévu avant la COVID-19. - Un nombre limité de nos clients ne pourront pas nous payer ou demanderont des arrangements financiers ou d'autres modalités de paiement en raison de leur situation financière. - Les clients continueront de rechercher les logiciels-services ou d'autres solutions infonuagiques.	- Les perturbations associées à la pandémie de COVID-19, notamment les quarantaines imposées et les ordonnances de confinement à la maison par les gouvernements, pourraient durer plus longtemps que nous ne le prévoyons ou être interrompues par de nouvelles éclosions et résurgences du virus, ce qui repousserait à plus tard le redressement de l'économie mondiale. - L'incertitude économique mondiale attribuable à la pandémie de COVID-19, ainsi que les réformes réglementaires et l'évolution du contexte politique qui en découlent, pourraient se traduire par des occasions d'affaires limitées pour nos clients, ce qui exercerait des pressions importantes sur les coûts de certains d'entre eux et pourrait mener à une réduction du nombre de professionnels employés, entraînant une baisse de la demande visant nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et aux produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes. - Des facteurs que nous ne pouvons prévoir pourraient diminuer l'efficacité de nos employés en télétravail, notamment l'incapacité de réaliser des initiatives de soutien à la clientèle visant des produits clés ou d'effectuer des services de mise en œuvre à distance. - Des facteurs que nous ne pouvons prévoir pourraient nous forcer à suspendre ou à cesser les activités de notre installation du secteur Publications mondiales ou pourraient entraver la capacité des journalistes de Reuters News de rapporter certains événements dans le monde. - Le recul des produits des activités ordinaires de notre secteur Publications mondiales pourrait être plus important que prévu si les clients ne rétablissent pas les expéditions, parce qu'ils ne peuvent pas retourner dans leurs locaux d'affaires ou pour d'autres raisons.

Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Nous poursuivrons les investissements dans les marchés en croissance, le service à la clientèle, le développement des produits et les capacités numériques. - Nous serons en mesure de maintenir les économies de coûts d'environ 100 M\$ que nous avons réalisées jusqu'au 30 septembre 2020 pour atténuer l'incidence de la perte de produits des activités ordinaires sur le BAIIA ajusté.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - Le coût des investissements nécessaires pourrait dépasser les prévisions, ou les rendements réels pourraient être inférieurs aux prévisions. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie disponibles**Principales hypothèses**

- Nous parviendrons à atteindre nos cibles en matière de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté.
- Les dépenses d'investissement devraient représenter entre 8,0 % et 8,5 % environ des produits des activités ordinaires pour 2020.
- Un nombre limité de nos clients ne pourront pas nous payer ou demanderont des arrangements financiers ou d'autres modalités de paiement en raison de leur situation financière.
- Les reports de paiement par nos clients seront limités et notre accès aux facilités de crédit sera suffisant pour combler tout manque à gagner.

Risques importants

- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté.
- Les dépenses d'investissement pourraient être supérieures aux prévisions, ce qui entraînerait une hausse des sorties de trésorerie.
- Le calendrier et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.
- Une détérioration marquée de la conjoncture macroéconomique pourrait entraver la capacité de nos clients à nous payer, et ainsi réduire nos flux de trésorerie disponibles. Un resserrement des marchés du crédit pourrait limiter notre capacité de combler le manque à gagner au titre des paiements, ce qui pourrait avoir des conséquences opérationnelles inattendues sur nos activités.

Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté**Principales hypothèses**

- Nous parviendrons à atteindre notre cible en matière de BAIIA ajusté.
- Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2019.
- Aucun changement important ne sera apporté aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à la société.
- La vente d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence importante, mais non stratégique, donnera lieu à un profit important d'ici la fin de l'exercice 2020.
- La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 650 M\$ à 675 M\$.
- La charge d'intérêts sera de l'ordre de 190 M\$ à 215 M\$.

Risques importants

- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté.
- La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante.
- Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à la société pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas.
- Les taux d'impôt et les calculs qui s'appliquent à notre résultat imposable pourraient être touchés si la vente d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence importante, mais non stratégique n'avait pas lieu en 2020.
- La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui comprennent des ajustements de juste valeur se rapportant aux bons de souscription que nous détenons dans Refinitiv ainsi que des profits ou des pertes qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Toutefois, nos produits des activités ordinaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le caractère saisonnier de nos produits des activités ordinaires et de nos charges a subi l'incidence de la COVID-19 en 2020 et des coûts importants que nous avons engagés pour repositionner nos activités en 2019 à la suite de la vente d'une participation majoritaire dans le secteur Activités financières et risque.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2020	2019	Variation		2020	2019	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 443	1 413	2 %		4 368	4 323	1 %	
Bénéfice d'exploitation	318	262	21 %		973	983	(1) %	
Résultat dilué par action	0,48 \$	(0,09) \$	n. s.		1,12 \$	0,47 \$	138 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾								
Produits des activités ordinaires	1 443	1 413	2 %	3 %	4 368	4 323	1 %	2 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				2 %				1 %
BAIIA ajusté	491	345	42 %	45 %	1 450	1 097	32 %	33 %
Marge du BAIIA ajusté	34,0 %	24,4 %	960 pb	1 000 pb	33,2 %	25,4 %	780 pb	770 pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	374	220	70 %		1 046	732	43 %	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	25,9 %	15,6 %	1 030 pb		24,0 %	16,9 %	710 pb	
Résultat ajusté par action	0,39 \$	0,27 \$	44 %	48 %	1,31 \$	0,92 \$	42 %	43 %

Résultats financiers supplémentaires - 3 grands secteurs combinés - Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes	2020	2019	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾								
Produits des activités ordinaires	1 134	1 091	4 %	5 %	3 462	3 361	3 %	4 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				5 %				3 %
BAIIA ajusté	439	360	22 %	21 %	1 296	1 178	10 %	10 %
Marge du BAIIA ajusté	38,7 %	33,1 %	560 pb	540 pb	37,4 %	35,1 %	230 pb	220 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2020	2019	Variation			2020	2019	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 153	1 118	3 %	4 %	4 %	3 460	3 368	3 %	4 %	4 %
Produits tirés des transactions	135	128	5 %	6 %	4 %	466	459	1 %	2 %	(7) %
Produits tirés du secteur Publications mondiales	154	168	(8) %	(7) %	(7) %	443	497	(11) %	(10) %	(10) %
Éliminations/arrondissement	1	(1)				(1)	(1)			
Produits des activités ordinaires	1 443	1 413	2 %	3 %	2 %	4 368	4 323	1 %	2 %	1 %

Les **produits des activités ordinaires** ont augmenté de 2 % au total et de 3 % en devises constantes au troisième trimestre. L'augmentation est attribuable à l'accroissement des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) et des produits tirés des transactions, qui rend compte de la hausse des activités de notre secteur Fiscalité et comptabilité en raison du report du 15 avril 2020 au 15 juillet 2020 de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis annoncé par le gouvernement américain. Les produits du secteur Publications mondiales ont diminué, traduisant en partie l'incidence des reports d'expéditions de documents imprimés demandés par les clients qui continuent de travailler à distance en raison de la COVID-19. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 1 % au total et de 2 % en devises constantes, l'augmentation des produits récurrents et des produits tirés des transactions ayant plus que compensé le recul des produits du secteur Publications mondiales. Les produits tirés des transactions ont augmenté en devises constantes en raison de l'incidence favorable des acquisitions.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 2 % au troisième trimestre, l'augmentation des produits récurrents et des produits tirés des transactions ayant été en partie contrebalancée par la diminution des produits du secteur Publications mondiales. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 1 %, la croissance des produits récurrents ayant été largement contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions et des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs (79 % du total des produits des activités ordinaires pour les deux périodes) ont augmenté de 4 % au total et de 5 % en devises constantes pour le troisième trimestre et de 3 % au total et de 4 % en devises constantes pour la période de neuf mois. La croissance interne des produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs s'est établie à 5 % au troisième trimestre en raison de l'accroissement des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs ont augmenté de 3 %, la croissance des produits récurrents ayant été en partie contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions.

Les mouvements du change ont eu un effet défavorable sur la croissance des produits des activités ordinaires des deux périodes en raison surtout de l'appréciation du dollar américain par rapport au réal brésilien et au peso argentin comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 21 % au troisième trimestre, la baisse des coûts ayant plus que compensé la hausse de la dotation aux amortissements et l'incidence favorable moins importante de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la vente envisagée de Refinitiv à LSEG. La hausse des produits des activités ordinaires a aussi contribué à l'augmentation du bénéfice d'exploitation. Pour la période de neuf mois, le bénéfice d'exploitation a diminué de 1 % malgré la baisse des coûts, le bénéfice de la période correspondante de l'exercice précédent reflétant un avantage beaucoup plus important découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société. Pour les deux périodes, la baisse des coûts rend compte de l'achèvement du repositionnement de la société en 2019 après la séparation du secteur Activités financières et risque ainsi que de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19. Au troisième trimestre de 2020, nous avons dépassé la cible annuelle d'économies de coûts de 100 M\$ que nous avions annoncée en mai 2020 en vue de réduire la perte de produits des activités ordinaires liée à la COVID-19. Comme nous prévoyons réinvestir les montants économisés additionnels attribuables au programme au quatrième trimestre, nous prévoyons que les économies réalisées pour l'exercice complet dans le contexte de la pandémie de COVID-19 s'élèveront à environ 100 M\$.

Le BAIIA ajusté et la marge connexe, qui ne tiennent pas compte de l'incidence de la réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments, ont augmenté pour les deux périodes au total et en devises constantes du fait de la diminution des coûts et de la hausse des produits des activités ordinaires. L'amélioration du BAIIA ajusté et de la marge connexe a été considérablement favorisée par le fait que la période correspondante de l'exercice précédent comprenait des coûts liés au repositionnement de la société après la séparation du secteur Activités financières et risque. Compte non tenu de ce facteur, la marge du BAIIA ajusté a augmenté de 390 pb au troisième trimestre et de 170 pb pour la période de neuf mois, l'augmentation pour les deux périodes étant attribuable à notre programme de réduction des coûts lié à la pandémie de COVID-19. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 40 pb et un effet favorable de 10 pb sur les marges du BAIIA ajusté du troisième trimestre et de la période de neuf mois, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe ont progressé pour les deux périodes en raison de la hausse du BAIIA ajusté. Les dépenses d'investissement ont légèrement diminué au troisième trimestre, mais ont augmenté pour la période de neuf mois.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
	2020	2019	Total	Devises constantes	2020	2019	Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	955	1 059	(10) %	(11) %	2 901	3 220	(10) %	(8) %

Les charges d'exploitation des deux périodes ont diminué au total et en devises constantes, ce qui rend compte de l'achèvement du repositionnement de la société en 2019 après la séparation du secteur Activités financières et risque ainsi que des avantages découlant de notre programme de réduction des coûts lié à la pandémie de COVID-19. Pour les deux périodes de 2020, les charges d'exploitation comprennent des provisions au titre de l'estimation des créances irrécouvrables liées aux clients qui pourraient éprouver des difficultés financières à cause de la COVID-19.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	61	38	59 %	144	110	30 %
Dotation aux amortissements des logiciels	133	117	13 %	362	326	11 %
Total partiel	194	155	25 %	506	436	16 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	32	28	15 %	92	80	14 %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont augmenté pour les deux périodes, en raison d'une réduction de la valeur de certains logiciels que nous n'utilisons plus et d'actifs se rapportant à la location de locaux de bureau que nous n'occupons plus étant donné qu'un petit nombre d'employés travaillent désormais à distance de façon permanente. Les augmentations rendent aussi compte des charges plus élevées associées aux actifs nouvellement acquis, y compris ceux qui se rapportent à des entreprises récemment acquises, qui ont plus que contrebalancé l'incidence favorable de l'achèvement de l'amortissement de certains actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a augmenté pour les deux périodes en raison des charges associées aux récentes acquisitions qui ont plus que contrebalancé l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.

Autres profits d'exploitation, montant net

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Autres profits d'exploitation, montant net	56	91	104	396

Le montant net des autres profits d'exploitation tient compte de l'incidence favorable, pour toutes les périodes, de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société par suite de la hausse du cours de l'action de LSEG (se reporter à la rubrique « Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). Le montant net des autres profits d'exploitation comprend des tranches de 46 M\$ (91 M\$ en 2019) et de 47 M\$ (366 M\$ en 2019) attribuables aux bons de souscription pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, respectivement. De plus, le montant net pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 tient compte des profits tirés de la vente de biens immobiliers, et celui pour la période de neuf mois reflète également un profit lié à une distribution reçue d'une participation. Le montant net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 comprend aussi les profits tirés de la vente de plusieurs petites entreprises.

Charge d'intérêts, montant net

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Charge d'intérêts, montant net	49	40	22 %	146	112	30 %

L'augmentation du montant net de la charge d'intérêts pour les deux périodes s'explique par la baisse du produit d'intérêts, puisque les périodes de 2019 comprenaient un produit d'intérêts sur le produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque qui avait été mis de côté pour financer des acquisitions.

Autres (produits financiers) charges financières

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Autres (produits financiers) charges financières	(2)	3	(36)	32

Les autres (produits financiers) charges financières comprennent principalement les profits et pertes découlant de la variation des cours de change sur certaines ententes de financement intragroupe. Les chiffres des deux périodes de 2020 comprennent aussi des profits liés à la partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie, et, pour la période de neuf mois de 2020, des profits liés aux fluctuations du change sur les contrats de change.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Refinitiv (participation de 45 %)	(179)	(305)	(392)	(563)
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1	1	7	8
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(178)	(304)	(385)	(555)

Notre quote-part de la perte après impôt attribuable à notre participation de 45 % dans Refinitiv reflète la charge d'intérêts sur la dette de Refinitiv, ainsi que les dépenses engagées pour élargir les activités en vue de faciliter la réalisation d'économies ciblées maximales en rythme annualisé de 650 M\$ d'ici la fin de 2020. La perte plus élevée pour la période correspondante de l'exercice précédent reflète les charges liées à la réévaluation des titres de participation privilégiés dans le cadre de la transaction envisagée visant la vente de Refinitiv à LSEG. Pour la période de neuf mois de 2020, la perte rend compte de l'incidence favorable de la révision de taux d'intérêt sur la dette. Refinitiv avait réalisé des économies de 613 M\$ en rythme annualisé au 30 septembre 2020 et estime qu'elle est sur la bonne voie pour atteindre le niveau d'économies en rythme annualisé qu'elle vise pour l'exercice complet d'ici la fin de 2020. L'annexe C du présent rapport de gestion fournit des renseignements supplémentaires sur la performance de notre participation dans Refinitiv.

(Produit) charge d'impôt

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
(Produit) charge d'impôt	(147)	(13)	(84)	35

(Le produit) la charge d'impôt de chaque période rend compte des divers territoires fiscaux où les résultats avant impôt ont été comptabilisés. Puisque la répartition géographique des résultats avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle de l'exercice complet, le produit ou la charge d'impôt des périodes intermédiaires pourrait ne pas rendre compte (du produit) de la charge d'impôt de tout l'exercice.

Nous évaluons la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le produit d'impôt pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 tient compte de montants respectifs de 132 M\$ et de 139 M\$ au titre de la comptabilisation, par diverses filiales situées à l'extérieur des États-Unis, d'actifs d'impôt différé relatifs à des exercices antérieurs. Les actifs d'impôt différé comptabilisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 se rapportent presque exclusivement à des pertes fiscales et à d'autres avantages fiscaux pour des filiales qui ont connu une amélioration de leur rentabilité au dernier exercice et qui prévoient générer un bénéfice imposable futur suffisant pour leur permettre d'utiliser ces actifs d'impôt différé. Ces pertes fiscales et autres avantages fiscaux peuvent être reportés indéfiniment.

Divers ajustements et transactions survenues à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité (du produit) de la charge d'impôt.

Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre (produit) charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris (le produit) la charge d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
(Produit) charge d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ¹⁾	(14)	60	32	60
Changements ponctuels apportés à des positions fiscales incertaines ²⁾	-	(21)	-	(21)
Ajustements de l'impôt différé ³⁾	(132)	(17)	(139)	(32)
Total partiel	(146)	22	(107)	7
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(8)	(5)	(21)	(14)
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(47)	(80)	(100)	(147)
Autres profits d'exploitation, montant net	13	27	18	104
Autres éléments	1	-	3	-
Total partiel	(41)	(58)	(100)	(57)
Total	(187)	(36)	(207)	(50)

- 1) Pour les périodes de 2020, cet élément se rapporte essentiellement à un impôt minimum que nous ne prévoyons pas payer en définitive, attribuable aux profits imposables qui découleraient de la vente d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence importante, mais non stratégique, à un profit important d'ici la fin de 2020. Selon les IFRS, nous sommes toutefois tenus de comptabiliser cet impôt jusqu'à ce que la transaction se réalise. Pour les deux exercices, le montant tient également compte des variations des passifs d'impôt différé par suite de modifications des lois fiscales et des taux d'impôt, et des variations des passifs d'impôt différé dans certains États américains du fait de modifications apportées aux facteurs de répartition.
- 2) Se rapportent à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription. Pour les périodes de 2020, nous avons comptabilisé des reprises de provisions de 22 M\$ que nous ne présentons pas dans le tableau ci-dessus puisque nous n'avons pas retranché l'avantage connexe de la charge d'impôt ajustée en 2020, car étant donné la récurrence probable de ces éléments, nous sommes d'avis que la distorsion dans la comparaison de notre taux d'imposition effectif pour les périodes à venir sera ainsi réduite.
- 3) Se rapportent essentiellement à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé relatifs à des exercices antérieurs et d'ajustements nécessaires à la suite d'acquisitions et de cessions.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou de notre produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils se rapportent. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
(Produit) charge d'impôt				
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	187	36	207	50
Autre ajustement :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	15	(7)	21	1
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	55	16	144	86

- 1) Ajustement visant à refléter l'impôt au taux d'impôt effectif estimé pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.

En juin 2019, l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), a émis, en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, des avis d'imposition pour l'année d'imposition 2015 visant certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. Nous avons payé des impôts de 31 M\$, conformément à ce qu'exigeaient les avis d'imposition. Comme nous n'estimons pas que ces filiales au Royaume-Uni entraient dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous avons contesté ces avis d'imposition en juillet 2019 afin d'obtenir un remboursement. La HMRC a entamé un audit des années d'imposition subséquentes et, compte tenu des discussions récentes avec la HMRC, nous croyons qu'il est raisonnablement possible que cette dernière émette des avis d'imposition similaires pour une ou plusieurs de ces années d'imposition. Si cela se produisait, nous pourrions devoir payer des impôts supplémentaires au cours des six prochains mois. Si jamais nous sommes tenus d'effectuer des versements d'impôt supplémentaires, dont le montant pourrait être important, nous comptons défendre vigoureusement notre position en contestant les avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition. Les paiements que nous pourrions effectuer, le cas échéant, ne refléteraient pas notre position quant au bien-fondé de la question. Comme nous estimons que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de cette question aura une incidence significative sur notre situation financière dans son ensemble. Nous avons donc comptabilisé le paiement de 31 M\$ effectué antérieurement et nous prévoyons comptabiliser tout paiement éventuel futur dans les montants à recevoir dans nos états financiers, puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour tous les montants payés en vertu de ces avis d'imposition.

Résultats des activités abandonnées

Le tableau qui suit présente les composantes du bénéfice (de la perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	1	28	(2)	(9)

Les résultats des activités abandonnées comprennent les produits et charges résiduels qui ont été assumés par la société après la vente d'une participation majoritaire dans le secteur Activités financières et risque en octobre 2018.

Bénéfice (perte) net et résultat dilué par action

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Bénéfice (perte) net	241	(44)	n .s.	560	240	133 %
Résultat dilué par action	0,48 \$	(0,09) \$	n .s.	1,12 \$	0,47 \$	138 %

L'augmentation du bénéfice net et du résultat dilué par action au troisième trimestre s'explique par la hausse du bénéfice d'exploitation, la diminution de la perte attribuable à notre participation de 45 % dans Refinitiv et l'accroissement du produit d'impôt. L'augmentation du bénéfice net et du résultat dilué par action pour la période de neuf mois s'explique par la diminution de la perte attribuable à notre participation de 45 % dans Refinitiv et à l'accroissement du produit d'impôt.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2020	2019	Total	Devises constantes	2020	2019	Total	Devises constantes
Résultat ajusté	192	134	46 %		652	461	42 %	
Résultat ajusté par action	0,39 \$	0,27 \$	44 %	48 %	1,31 \$	0,92 \$	42 %	43 %

Le résultat ajusté et le montant par action connexe ont augmenté pour les deux périodes, en raison essentiellement de la hausse du BAIIA ajusté, qui a plus que contrebalancé l'accroissement des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'impôt plus élevée.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit présente une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020. Nous évaluons en devises constantes la croissance des produits des activités ordinaires pour chaque secteur et pour les unités au sein de chaque secteur.

Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2020	2019	Variation			2020	2019	Variation		
			Total	Devises cons-tantes	Crois-sance interne			Total	Devises cons-tantes	Crois-sance interne
Produits récurrents	592	562	5 %	5 %	4 %	1 759	1 675	5 %	5 %	4 %
Produits tirés des transactions	44	45	(2) %	(2) %	(4) %	123	137	(11) %	(10) %	(10) %
Produits des activités ordinaires	636	607	5 %	4 %	3 %	1 882	1 812	4 %	4 %	3 %
BAIIA ajusté sectoriel	272	222	22 %	21 %		756	680	11 %	11 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	42,8 %	36,7 %	610 pb	580 pb		40,2 %	37,6 %	260 pb	250 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté pour les deux périodes au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes rend compte de la croissance des produits récurrents (93 % du secteur Professionnels du droit au troisième trimestre), en partie contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions (7 % du secteur Professionnels du droit au troisième trimestre). Les produits des activités ordinaires des deux périodes tiennent compte de l'incidence favorable de HighQ et de Pondera Solutions, qui ont été respectivement acquises en juillet 2019 et en mars 2020. Les produits liés aux cabinets d'avocats, qui comprennent ceux de grands cabinets d'avocats à l'échelle mondiale et représentent un peu plus des deux tiers de nos produits des activités ordinaires du secteur, ont augmenté de 2 % au troisième trimestre (3 % pour la période de neuf mois), et les produits à l'échelle mondiale du secteur, qui représentent des cabinets de plus petite taille situés à l'extérieur des États-Unis, ont augmenté de 7 % au troisième trimestre (4 % pour la période de neuf mois). Les produits tirés du gouvernement américain ont augmenté de 12 % au troisième trimestre (11 % pour la période de neuf mois), et tiennent compte pour les deux périodes de l'incidence favorable des contrats conclus au quatrième trimestre de 2019 avec le Département de la justice et le Bureau administratif des tribunaux américains. Le secteur des services au gouvernement américain a affiché une croissance interne de 9 % pour les deux périodes et nous prévoyons un taux de croissance similaire au quatrième trimestre.

Les produits des activités ordinaires ont affiché pour les deux périodes une croissance interne découlant de l'augmentation des produits récurrents attribuable à Westlaw Edge, la plus récente version de notre plateforme de recherche juridique, à Practical Law, à nos activités en Europe et au Canada ainsi qu'à nos services au gouvernement. La baisse des produits tirés des transactions est attribuable aux retards liés au calendrier de notre entreprise Findlaw.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour les deux périodes en raison de l'accroissement des produits des activités ordinaires et des avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19, ces facteurs ayant plus que compensé la hausse des provisions pour créances irrécouvrables liées aux clients qui pourraient éprouver des difficultés financières à cause de la COVID-19. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 30 pb et de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2020	2019	Variation			2020	2019	Variation		
			Total	Devises cons-tantes	Crois-sance interne			Total	Devises cons-tantes	Crois-sance interne
Produits récurrents	287	273	5 %	6 %	6 %	850	803	6 %	7 %	6 %
Produits tirés des transactions	46	46	1 %	2 %	(1) %	179	177	1 %	2 %	(2) %
Produits des activités ordinaires	333	319	5 %	5 %	5 %	1 029	980	5 %	6 %	5 %
BAIIA ajusté sectoriel	120	105	14 %	14 %		355	314	13 %	13 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	36,0 %	33,0 %	300 pb	280 pb		34,5 %	32,0 %	250 pb	210 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté pour les deux périodes au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes est attribuable à la croissance des produits récurrents (86 % du secteur Grandes sociétés au troisième trimestre) ainsi qu'à la croissance des produits tirés des transactions liée aux acquisitions (14 % du secteur Grandes sociétés au troisième trimestre). Pour la période de neuf mois, les produits tiennent compte de l'incidence favorable des acquisitions de Confirmation et de HighQ en juillet 2019, qui a été en grande partie contrebalancée par la perte de produits découlant de la vente de Pangea3/Legal Managed Services (LMS) en mai 2019.

Les produits des activités ordinaires ont affiché pour les deux périodes une croissance interne reflétant l'augmentation des produits récurrents attribuable à l'excellente performance de nos produits juridiques et fiscaux, qui a plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour les deux périodes du fait surtout de l'accroissement des produits des activités ordinaires. Le secteur a aussi bénéficié des initiatives de réduction de coûts liées à la COVID-19, ce qui a toutefois été en partie contrebalancé par les provisions additionnelles au titre des créances irrécouvrables. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 20 pb et de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel tant pour le troisième trimestre que pour la période de neuf mois.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2020	2019	Variation			2020	2019	Variation		
			Total	Devises cons-tantes	Crois-sance interne			Total	Devises cons-tantes	Crois-sance interne
Produits récurrents	133	140	(5) %	(1) %	6 %	427	460	(7) %	(4) %	3 %
Produits tirés des transactions	32	25	23 %	25 %	31 %	124	109	14 %	15 %	3 %
Produits des activités ordinaires	165	165	-	3 %	10 %	551	569	(3) %	-	3 %
BAIIA ajusté sectoriel	47	33	42 %	47 %		185	184	1 %	3 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	28,5 %	20,1 %	840 pb	850 pb		33,6 %	32,3 %	130 pb	110 pb	

Pour le troisième trimestre, les produits des activités ordinaires n'ont pas changé au total, mais ont augmenté en devises constantes en raison de l'augmentation des produits tirés des transactions (19 % du secteur Fiscalité et comptabilité au troisième trimestre). L'augmentation des produits tirés des transactions est attribuable au déplacement, du deuxième trimestre au troisième trimestre, des transactions liées aux déclarations fiscales au moyen du logiciel Pay-Per-Return par suite du report, du 15 avril 2020 au 15 juillet 2020, de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis. Les produits récurrents (81 % du secteur Fiscalité et comptabilité au troisième trimestre) ont reculé en raison de la perte de produits découlant de la vente, en novembre 2019, de l'entreprise Aumentum qui servait des clients gouvernementaux. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires ont diminué au total mais sont demeurés inchangés en devises constantes, la diminution des produits récurrents découlant de la vente d'Aumentum ayant été compensée par l'augmentation des produits tirés des transactions favorisée par l'acquisition de Confirmation.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne pour les deux périodes en raison de la hausse des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Pour le troisième trimestre, la croissance des produits des activités ordinaires a été favorisée par le déplacement, du deuxième trimestre au troisième trimestre, des transactions liées aux déclarations fiscales au moyen du logiciel Pay-Per-Return. Compte non tenu de ce facteur favorable, la croissance interne des produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité se serait établie à 6 %. Nous prévoyons une croissance interne des produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité se situant entre 5 % et 7 % au quatrième trimestre. Pour la période de neuf mois, la croissance interne des produits récurrents s'est établie à 3 %, ce qui traduit l'incidence défavorable du devancement de façon permanente de la date de lancement de certains de nos logiciels d'impôt des états UltraTax de janvier 2020 à décembre 2019 pour les faire coïncider avec le lancement de notre logiciel d'impôt fédéral américain qui a traditionnellement lieu en décembre. Compte non tenu de cette incidence, les produits des activités ordinaires pour la période de neuf mois auraient affiché une croissance interne de 5 % au total et de 6 % en devises constantes.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour les deux périodes en raison surtout des avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19 ainsi que de la vente, en novembre 2019, de l'entreprise Aumentum qui servait des clients gouvernementaux, dont la marge était moins élevée. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 10 pb, pour le troisième trimestre, et un effet favorable de 20 pb, pour la période de neuf mois, sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison de la sortie de certains produits fiscaux. De légères variations du calendrier des produits et des charges peuvent influencer sur les marges trimestrielles.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2020	2019	Variation			2020	2019	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	141	143	(1) %	(2) %	(2) %	424	430	(1) %	(1) %	(1) %
Produits tirés des transactions	13	12	7 %	17 %	-	40	36	12 %	15 %	(36) %
Produits des activités ordinaires	154	155	-	(1) %	(2) %	464	466	-	-	(6) %
BAIIA ajusté sectoriel	23	16	53 %	65 %		67	58	16 %	7 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	15,2 %	10,0 %	520 pb	610 pb		14,5 %	12,4 %	210 pb	90 pb	

Pour les deux périodes, les produits des activités ordinaires ont affiché un léger recul au total et la croissance interne a diminué. La diminution de la croissance interne des produits des activités ordinaires reflète la baisse des produits tirés des activités des agences de presse et l'annulation, en raison de la COVID-19, de conférences en personne organisées par l'entreprise Reuters Events, dont nous avons fait l'acquisition au quatrième trimestre de 2019. Nous avons pu remplacer plusieurs de ces conférences par des événements virtuels, mais nous n'avons pas pu récupérer en totalité les produits des activités ordinaires perdus en raison des annulations. La perte des produits des activités ordinaires liés à ces événements en personne n'a pas d'incidence sur la comparaison de nos résultats du trimestre à l'étude et de la période antérieure, car nous n'étions pas propriétaires de l'entreprise Reuters Events à la période correspondante de l'exercice précédent. En revanche, cette perte de produits a entraîné une baisse de la croissance interne des produits des activités ordinaires, puisque nous prenons en compte l'incidence des entreprises récemment acquises dans notre calcul de la croissance interne comme si nous avions été propriétaires de l'entreprise Reuters Events au cours des deux périodes.

Toutes les conférences en personne organisées par l'entreprise Reuters Events ont été reportées à la fin de 2020, quoique plusieurs événements aient été tenus en mode virtuel cette année. L'entreprise élabore actuellement une stratégie hybride pour la tenue d'événements en 2021 qui lui permettra d'organiser à la fois des événements en personne et des événements virtuels. Pour l'exercice complet, les produits des activités ordinaires de Reuters News devraient enregistrer une baisse de l'ordre de 2 % à 4 %, et un recul de la croissance interne de l'ordre de 6 % à 8 %.

L'augmentation du BAIIA ajusté sectoriel et de la marge connexe pour le troisième trimestre est attribuable aux avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19. Pour la période de neuf mois, les avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19 et l'effet favorable du change ont été contrebalancés par l'augmentation des charges associées aux conférences en personne de Reuters Events qui ont été annulées, et par l'augmentation des investissements. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 90 pb, pour le troisième trimestre, et un effet favorable de 120 pb, pour la période de neuf mois, sur la variation de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2020	2019	Variation			2020	2019	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	154	168	(8) %	(7) %	(7) %	443	497	(11) %	(10) %	(10) %
BAIIA ajusté sectoriel	64	71	(10) %	(11) %		181	217	(17) %	(17) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	41,1 %	42,3 %	(120) pb	(170) pb		40,7 %	43,7 %	(300) pb	(330) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne pour les deux périodes, comme nous l'avions prévu. Les reports d'expéditions demandés par certains de nos clients qui continuent de travailler à distance pendant la crise de la COVID-19 ont contribué à cette diminution. Nous estimons qu'une bonne partie de ces expéditions seront effectuées d'ici la fin de 2020. Pour l'exercice complet, les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales devraient toutefois enregistrer une baisse de l'ordre de 7 % à 11 %.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont fléchi pour les deux périodes, essentiellement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 50 pb et de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

Charges liées au siège social

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Charges liées au siège social	35	102	94	356

Les charges liées au siège social ont diminué pour les deux périodes, essentiellement parce que les périodes de 2019 tenaient compte des coûts et des investissements engagés en vue de repositionner nos activités après la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société, notamment l'intensification des stratégies numériques, la réplique de capacités que nous a coûtée la séparation d'avec Refinitiv et les indemnités de fin de contrat de travail.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, le levier financier à long terme, les notations de crédit et la redistribution de capital aux actionnaires. Grâce à notre approche, la solidité de notre structure du capital et de notre situation de trésorerie devrait nous permettre de traverser la crise économique provoquée par la COVID-19. Au premier trimestre de 2020, avant que l'épidémie de COVID-19 ne devienne une pandémie, nous avons remboursé des titres d'emprunt d'un montant d'environ 640 M\$ avant leur échéance prévue en 2021 au moyen d'emprunts dans le cadre de notre programme de papier commercial. Lorsque la crise économique a débuté, nous avons emprunté 1,0 G\$ aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$, principalement dans le but de rembourser du papier commercial, mais aussi à titre préventif vu l'incertitude économique causée par la COVID-19. Au deuxième trimestre de 2020, nous avons remboursé des emprunts de 1,0 G\$ aux termes de notre facilité de crédit à même le produit de la nouvelle émission de titres d'emprunt à long terme qui arrivent à échéance en 2025. Au 30 septembre 2020, nos fonds en caisse s'établissaient à 1,2 G\$. Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté au 30 septembre 2020 s'établissait à environ 1,6 pour 1, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive connexe de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 1,4 pour 1 à la clôture du troisième trimestre de 2020, ce qui est bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 prévu par la facilité de crédit. Nous n'avons pas de titres d'emprunt qui arrivent à échéance avant 2023.

Nous entendons maintenir notre objectif de verser entre 50 % et 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus à nos actionnaires sous forme de dividendes. Nous avons racheté 200 M\$ de nos actions ordinaires en février 2020, mais nous ne comptons pas racheter d'autres actions de la société d'ici la fin de l'exercice.

Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes, soit l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les fonds disponibles aux termes de nos facilités de crédit et de papier commercial, suffiront à financer nos besoins en trésorerie prévus pour les 12 prochains mois.

L'information qui précède et qui figure dans la présente rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec les rubriques « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Facteurs de risque ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2020	2019	Variation (en \$)	2020	2019	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	581	264	317	1 179	347	832
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(62)	(937)	875	(404)	(1 090)	686
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(318)	(284)	(34)	(443)	(811)	368
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires	201	(957)	1 158	332	(1 554)	1 886
Écarts de conversion	5	(4)	9	(5)	(2)	(3)
Trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture de la période	946	2 108	(1 162)	825	2 703	(1 878)
Trésorerie et découverts bancaires à la clôture de la période	1 152	1 147	5	1 152	1 147	5
Mesure financière non conforme aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	541	126	415	881	(50)	931

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. L'augmentation des entrées nettes liées aux activités d'exploitation pour les deux périodes s'explique principalement par le fait que les résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent tenaient compte i) de coûts et d'investissements considérablement plus élevés se rapportant au repositionnement de la société après la séparation du secteur Activités financières et risque, ii) de charges de personnel et d'impôt résiduelles liées aux activités de notre ancien secteur Activités financières et risque, et iii) pour la période de neuf mois de 2019, d'une cotisation de 167 M\$ à un régime de retraite. Pour les deux périodes de 2020, les économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19, les paiements d'impôt moins élevés et les reports de paiement de la partie des retenues sur la paie que doit verser l'employeur autorisés en vertu de la loi intitulée *Coronavirus Aid, Relief and Economic Security* (« CARES ») Act aux États-Unis ont eu une incidence favorable. Les montants reportés, qui se sont élevés à 14 M\$ pour le troisième trimestre et à 34 M\$ pour la période de neuf mois, ne portent pas intérêt, mais ils doivent être payés à 50 % d'ici le 31 décembre 2021, le reste devant être payé d'ici le 31 décembre 2022.

Activités d'investissement. La diminution des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement pour les deux périodes est attribuable à la baisse des dépenses d'acquisition. Pour le troisième trimestre et la période de neuf mois de 2020, les dépenses d'acquisition se sont respectivement élevées à 43 M\$ (816 M\$ en 2019) et à 165 M\$ (821 M\$ en 2019). Au premier trimestre de 2020, nous avons fait l'acquisition de Pondera Solutions, un fournisseur de technologies et de services d'analyse avancée visant à contrer la fraude, le gaspillage et les abus dans les soins de santé et les grands programmes gouvernementaux, et au deuxième trimestre de 2020, nous avons fait l'acquisition de CaseLines, un fournisseur de plateforme d'échange d'éléments de preuve basée sur l'infonuagique qui permet aux tribunaux, aux autorités policières, aux procureurs et aux juristes de collaborer, d'échanger et de participer virtuellement à des procédures judiciaires dans le cadre d'audiences virtuelles ou physiques. Au troisième trimestre de 2019, nous avons fait l'acquisition de nos entreprises Confirmation et HighQ.

Les dépenses d'investissement se sont chiffrées à 117 M\$ (125 M\$ en 2019) et à 404 M\$ (365 M\$ en 2019) pour le troisième trimestre et pour la période de neuf mois de 2020, respectivement. Les chiffres des deux périodes tiennent compte du produit tiré de la vente de biens immobiliers, et ceux de la période de neuf mois de 2019 tiennent aussi compte du produit tiré de la vente de plusieurs petites entreprises.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont légèrement augmenté au troisième trimestre de 2020, et comprennent des remboursements de papier commercial de 120 M\$. L'augmentation pour le troisième trimestre de 2019 reflétait des rachats d'actions de 98 M\$. Pour la période de neuf mois de 2020, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont diminué, car un produit de 372 M\$ tiré du montant net des emprunts a été comptabilisé en 2020. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Facilité de crédit » et « Dette à long terme » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements sur notre activité liée à la dette. Pour période de neuf mois de 2020, nous avons redistribué un montant de 747 M\$ aux actionnaires (812 M\$ en 2019) sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Se reporter aux paragraphes « Dividendes » et « Rachats d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements sur le rendement des actionnaires.

Trésorerie et découverts bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont demeurés pratiquement inchangés pour les deux périodes.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté pour les deux périodes en raison surtout de l'accroissement des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et du produit tiré de la vente de biens immobiliers.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-dessous :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 1,8 G\$ constitue un moyen efficient et flexible d'obtenir du financement à court terme. En janvier 2020, nous avons émis un montant de 630 M\$ sous forme de papier commercial dont le produit a servi à rembourser des dettes bien avant leur échéance. La plupart de nos emprunts sous forme de papier commercial ont été remboursés plus tard au premier trimestre de 2020, principalement à l'aide de sommes empruntées aux termes de notre facilité de crédit, comme il est expliqué ci-dessous. Le montant résiduel de 120 M\$ a été remboursé au troisième trimestre de 2020. Il n'y avait pas de papier commercial en cours au 30 septembre 2020.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut servir à obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (y compris aux fins des acquisitions ou du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 30 septembre 2020. Nous avons emprunté 1,0 G\$ aux termes de cette facilité au premier trimestre de 2020, montant qui a été remboursé au deuxième trimestre de 2020. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. Nous avons également la possibilité de demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement relatif à la facilité de crédit maximum de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

En juillet 2017, la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui réglemente le taux LIBOR, a annoncé son intention de supprimer progressivement ce taux de référence d'ici la fin de 2021. À la suite de cette annonce, des initiatives des secteurs public et privé sont en cours pour trouver un autre taux de référence.

Si Moody's ou S&P abaissent leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette compte tenu des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 septembre 2020, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,4 pour 1.

- **Dette à long terme.** Le tableau suivant présente de l'information sur les billets émis et remboursés par la société au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020.

MOIS/ANNÉE	TRANSACTION	MONTANT EN CAPITAL (EN MILLIONS)
Billets émis		
Mai 2020	Billets à 2,239 %, échéant en 2025	1 400 \$ CA
Billets remboursés		
Janvier 2020	Billets à 3,309 %, échéant en 2021	550 \$ CA
Janvier 2020	Billets à 3,95 %, échéant en 2021	139 \$ US

Les billets émis en mai 2020 ont été immédiatement échangés contre des dollars américains et nous avons affecté le produit net de 999 M\$ aux besoins généraux de l'entreprise, notamment au remboursement des emprunts aux termes de notre facilité de crédit.

En janvier 2020, nous avons remboursé des billets pour un montant de 640 M\$ avant leur date d'échéance prévue. Ce montant comprend les primes pour remboursement anticipé et le règlement de swaps de devises. Ces remboursements ont été financés au moyen d'emprunts sous forme de papier commercial.

En juillet 2020, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres d'emprunt non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 6 août 2022. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre d'emprunt que pourrait émettre TR Finance LLC. En date du 2 novembre 2020, ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre d'emprunt aux termes du prospectus.

TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Veuillez vous reporter à l'annexe E du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière sommaire de consolidation concernant TR Finance LLC et les filiales garantes.

- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, la détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait entraver notre accès au marché de la dette ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

En juin 2020, Moody's a confirmé nos notations et revu à la hausse les perspectives, les faisant passer de négatives à stables, mentionnant la solidité de nos activités et notre excellente situation de trésorerie, entre autres choses.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	Notations mondiales S&P	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notes ne reflètent pas nécessairement l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons garantir que nos notations ne seront pas revues à la baisse ni que les agences de notation ne formuleront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2020, nous avons annoncé une augmentation de 0,08 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,52 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2020). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto (« TSX ») sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes versés sur les actions ordinaires s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2020	2019	2020	2019
Dividendes déclarés par action	0,38 \$	0,36 \$	1,14 \$	1,08 \$
Dividendes déclarés	189	180	565	541
Dividendes réinvestis	(6)	(5)	(18)	(17)
Dividendes versés	183	175	547	524

- **Rachats d'actions.** Nous pouvons occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de capital. Nous nous sommes donné comme objectif de maintenir le nombre de nos actions ordinaires en circulation autour de 500 millions en procédant à des rachats d'actions pour compenser la dilution associée à nos régimes de réinvestissement des dividendes et d'attributions incitatives en actions.

Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »), qui nous permet de racheter des actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspond au cours de l'action au moment du rachat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

En février 2020, nous avons racheté 200 M\$ de nos actions ordinaires dans le cadre d'un programme de rachat annoncé en octobre 2019. Notre offre de rachat est ensuite venue à échéance en août 2020. Nous ne prévoyons pas procéder à d'autres rachats de nos actions d'ici la fin de l'exercice.

D'ici la fin de l'exercice, nous prévoyons obtenir auprès de la TSX l'autorisation de renouveler notre offre de rachat pour une période supplémentaire de 12 mois commençant en janvier 2021. Nous prévoyons racheter des actions en 2021 afin de compenser la dilution, comme nous l'avons expliqué dans les paragraphes précédents.

Le tableau qui suit présente de l'information sur nos rachats d'actions pour les périodes indiquées :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	-	98	200	288
Actions rachetées (en millions)	-	1,5	2,6	5,0
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	-	68,34 \$	78,37 \$	58,11 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et les autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si nous ne possédons pas de renseignements importants nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons établir un plan prédéfini avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initiés ou d'autres facteurs. Tout plan conclu avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 17,0 G\$ au 30 septembre 2020, relativement stable par rapport à 17,3 G\$ au 31 décembre 2019. Au 30 septembre 2020, la valeur comptable du total des actifs courants était supérieure de 1,1 G\$ à celle du total des passifs courants. En temps normal, le total des passifs courants dépasse le total des actifs courants, ce qui s'explique surtout par le fait que les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. En règle générale, nous inscrivons donc un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dettes nettes et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2020	2019
Dettes courantes	-	579
Dettes à long terme	3 720	2 676
Total de la dette	3 720	3 255
Swaps	(43)	62
Total de la dette compte tenu des swaps	3 677	3 317
Déduire les ajustements de la juste valeur pour les instruments de couverture	(6)	-
Total de la dette, compte tenu des contrats de couverture de change	3 671	3 317
Déduire les coûts de transactions et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	39	36
Ajouter les obligations locatives (partie courante et non courante)	319	322
Déduire la trésorerie et les équivalents de trésorerie¹⁾	(1 152)	(825)
Dettes nettes²⁾	2 877	2 850
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté^{2), 3)}	1 846	1 493
Dettes nettes / BAIIA ajusté²⁾	1,6:1	1,9:1

1) Compte tenu de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 44 M\$ et à 34 M\$ au 30 septembre 2020 et au 31 décembre 2019, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

2) Ces montants correspondent à des mesures non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS.

3) Aux fins de ce calcul, le BAIIA ajusté est calculé sur douze mois consécutifs, compte tenu d'un BAIIA ajusté de 491 M\$, de 479 M\$, de 480 M\$ et de 396 M\$ pour les trimestres clos le 30 septembre 2020, le 30 juin 2020, le 31 mars 2020 et le 31 décembre 2019, respectivement. Se reporter à l'annexe B du présent rapport de gestion, aux rapports intermédiaires au 31 mars 2020 et au 30 juin 2020, ainsi qu'à l'annexe C de notre rapport de gestion annuel de 2019, qui figure dans notre rapport annuel 2019, pour des renseignements supplémentaires sur le calcul du BAIIA ajusté de chacune de ces périodes.

Au 30 septembre 2020, le total de notre dette s'élevait à 3,7 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et elles ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 septembre 2020, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ 10 ans et la moyenne des taux d'intérêt s'y appliquant, entièrement fixes, s'établissait à moins de 5 %. Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté était inférieur à notre ratio cible de 2,5 pour 1. Notre dette nette est demeurée relativement inchangée par rapport à ce qu'elle était au 31 décembre 2019 (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces différends portent notamment sur des questions liées à l'emploi, des questions commerciales et des poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que le résultat définitif de ces causes, prises individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales.

En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois actuellement en vigueur et de l'information dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport annuel 2019, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Transactions entre parties liées

En date du 2 novembre 2020, Woodbridge détenait en propriété réelle environ 66 % de nos actions.

Aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours de la période de neuf mois de 2020. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2019 figurant dans notre rapport annuel 2019, de même qu'à la note 32 de nos états financiers consolidés annuels de 2019 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv

Le 1^{er} août 2019, nous avons convenu, avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions, selon une valeur d'entreprise totale d'environ 27 G\$ (à la date de l'annonce). À l'heure actuelle, Refinitiv est détenue à hauteur de 55 % par Blackstone et de 45 % par Thomson Reuters. Nous prévoyons que Blackstone et Thomson Reuters détiendront, à la suite de cette transaction, une participation combinée de 37 % dans LSEG (dont une tranche de 15 % serait attribuée à Thomson Reuters) et un intérêt avec droit de vote combiné de moins de 30 %. La participation de Thomson Reuters dans les actions de LSEG sera détenue par une entité que posséderont conjointement Blackstone et Thomson Reuters (l'« entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters »). Il est prévu qu'à la clôture de cette transaction, Thomson Reuters détiendra indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 8,8 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 2 novembre 2020. Notre participation estimative mentionnée ci-dessus tient compte de l'acquisition prévue d'une participation supplémentaire dans Refinitiv aux termes d'une convention conclue avec Blackstone visant des bons de souscription, qui seront exercés dans le cadre de la clôture de la transaction. La clôture de la transaction envisagée est assujettie aux autorisations d'ordre réglementaire requises et aux autres conditions usuelles de clôture, et devrait avoir lieu au premier trimestre de 2021. Bien qu'il soit actuellement prévu que LSEG réglera la contrepartie de la transaction exclusivement au moyen de l'émission d'actions, LSEG pourra, à son gré, régler jusqu'à 2,5 G\$ de la contrepartie en trésorerie. Le versement de toute contrepartie en trésorerie viendra réduire le nombre d'actions de LSEG émises en faveur de l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters.

Nous prévoyons que l'imposition relative à la transaction avec LSEG sera en grande partie différée pour Thomson Reuters. Nous estimons qu'un montant d'impôt de 600 M\$ deviendra payable à la clôture de la transaction, tout dépendant du cours des actions de LSEG à cette date. Nous avons l'intention de financer ce passif d'impôt en vendant certaines de nos actions de LSEG (comme le permet la convention de blocage à laquelle l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters a convenu d'être assujettie en ce qui concerne ses actions de LSEG) ou par d'autres moyens, de telle sorte que nous ne nous attendons pas à ce que le paiement d'impôt ait une incidence significative sur notre situation de trésorerie. Au moment où nous pourrions exercer notre droit de vendre nos actions, au cours de la troisième et de la quatrième année suivant la clôture de la transaction, nous devrions payer l'impôt sur ces ventes au taux d'impôt des sociétés aux États-Unis, soit 25 % actuellement.

Après la clôture de la transaction, les flux de trésorerie disponibles de Thomson Reuters bénéficieront de tous les dividendes futurs que LSEG versera à ses actionnaires. Après l'expiration des périodes de blocage postérieures à la clôture, si nous vendons les actions de LSEG, nous générerons des flux de trésorerie dont nous pourrions alors décider du meilleur emploi. Par ailleurs, l'entente d'une durée de 30 ans conclue entre Reuters News et Refinitiv en octobre 2018 demeurera en vigueur après la clôture de la transaction et sera reprise par l'entreprise regroupée.

Pour de plus amples renseignements concernant la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, veuillez vous reporter à la rubrique « Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » de notre rapport de gestion annuel de 2019, lequel figure dans notre rapport annuel 2019.

Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important n'est survenu après le 30 septembre 2020 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour un obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2019, lequel figure dans notre rapport annuel 2019. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2019, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante.

Estimations comptables et jugements critiques – Incidence de la pandémie de COVID-19

La crise économique mondiale causée par la pandémie de COVID-19 est source d'incertitude importante pour l'avenir. Par conséquent, certaines estimations utilisées et certains jugements formulés par la direction dans le cadre de la préparation des états financiers de la société pourraient subir davantage de variations et changer considérablement dans l'avenir. La direction a fait une première évaluation de ses estimations comptables et jugements critiques à la lumière du contexte de la pandémie de COVID-19 aux fins de son rapport intermédiaire du trimestre clos le 31 mars 2020 et n'y a apporté aucun changement important. Aux fins de notre planification des activités et de nos estimations de valeur, la société continue de supposer que l'économie mondiale se redressera progressivement, malgré des périodes de volatilité pendant le processus de reprise. Les paragraphes qui suivent fournissent de l'information sur les estimations comptables et les jugements critiques de la direction relativement à la crise économique mondiale causée par la COVID-19.

Compte de correction de valeur pour créances douteuses et ajustements des ventes

Au 30 septembre 2020, la société avait constitué des provisions de 19 M\$ pour tenir compte du fait que certains de ses clients pourraient ne pas être en mesure de payer pour les produits et les services que la société leur a fournis et des crédits que la société pourrait accorder dans certains cas aux clients éprouvant des difficultés financières. Ces provisions sont constituées strictement dans le cadre de la crise économique mondiale et s'ajoutent aux provisions que nous avons déjà établies dans le cours normal des activités. Bien que nous ayons offert des programmes de paiement à certains de nos clients qui pourraient avoir besoin de plus de temps pour payer, peu d'entre eux ont choisi cette option à ce jour.

Logiciels

La société n'a pas constaté, et ne prévoit pas constater, de variation importante de la demande visant ses produits et elle ne prévoit pas non plus cesser d'offrir certains produits en raison de la crise, ce qui nécessiterait la comptabilisation d'une perte de valeur ou le raccourcissement des durées d'utilité.

Autres immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Au 1^{er} octobre 2019, date du dernier test de dépréciation de la société, la juste valeur estimative diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie (« UGT »), qui correspondent à chacun de ses secteurs à présenter, dépassait leur valeur comptable de plus de 100 %. La société a effectué une analyse de sensibilité qui a montré qu'aucune modification raisonnablement possible de ses hypothèses en raison de la pandémie de COVID-19, notamment l'augmentation des taux d'actualisation et la réduction des flux de trésorerie, ne ferait en sorte que la valeur comptable de l'une ou l'autre des UGT, compte tenu de la valeur comptable des marques de commerce à durée d'utilité indéterminée, excède sa valeur recouvrable.

Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et bons de souscription connexes

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence étaient composées principalement de la participation de 45 % de la société dans Refinitiv. Le 1^{er} août 2019, la société a convenu, avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG selon une valeur qui dépasse considérablement la valeur comptable de son investissement mesurée selon le cours de l'action de LSEG au 30 septembre 2020. La clôture de la transaction envisagée, qui a été approuvée par les actionnaires de LSEG en novembre 2019, demeure assujettie aux autorisations d'ordre réglementaire requises et aux autres conditions usuelles de clôture, et devrait avoir lieu au premier trimestre de 2021. La société s'attend à inscrire, à la clôture, un profit important découlant de cette transaction, et c'est pourquoi elle a conclu qu'il n'y avait pas de dépréciation de sa participation dans Refinitiv au 30 septembre 2020.

Compte tenu des modalités de l'entente, la société a évalué les bons de souscription connexes dans Refinitiv au 30 septembre 2020 en fonction essentiellement du nombre d'actions supplémentaires de Refinitiv auquel elle aura droit à la clôture, du cours de l'action de LSEG le 30 septembre 2020 et de l'appréciation par la direction du fait qu'il est toujours très probable que la clôture de la transaction ait lieu au premier trimestre de 2021.

La société conserve d'autres participations d'une valeur totale de 0,2 G\$ dans un éventail de secteurs d'activité, dont l'immobilier, la technologie et les médias, qui pourraient éventuellement perdre de la valeur en raison des difficultés économiques causées par la pandémie de COVID-19.

Avantages sociaux futurs

Les actifs et les obligations des principaux régimes d'avantages de la société aux États-Unis et au Royaume-Uni sont réévalués chaque trimestre, et un montant compensatoire est imputé aux autres éléments du résultat global. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, la société a comptabilisé des profits sur réévaluation de 41 M\$. Les variations de la valeur des actifs et des passifs associés aux principaux régimes à prestations définies de la société attribuables à la volatilité accrue du marché découlant de la crise économique n'ont pas donné lieu à des besoins de capitalisation importants.

Impôt sur le résultat

Les réformes fiscales pertinentes découlant de la crise économique, plus particulièrement la loi intitulée *CARES Act* aux États-Unis, n'ont pas eu d'incidence importante sur le calcul des impôts. La société est arrivée à la conclusion que ses prévisions révisées pour tenir compte de la pandémie de COVID-19 n'influaient pas sur sa capacité de réaliser ses actifs d'impôt différé.

Jugements critiques pour l'application des méthodes comptables

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La direction accorde une plus grande attention au caractère recouvrable lorsqu'elle pose des jugements relatifs à la comptabilisation des produits des activités ordinaires, et le fera tant que durera la crise.

Positions fiscales incertaines

La société n'a apporté aucun changement à ses jugements relatifs aux positions fiscales incertaines par suite de la pandémie de COVID-19.

Renseignements supplémentaires

Base de présentation

Au premier trimestre de 2020, dans le contexte de l'achèvement du repositionnement de nos activités en 2019 après la séparation de Refinitiv, nous avons réévalué notre méthode de répartition des coûts entre les secteurs d'activité et rajusté la répartition. Nous avons ajusté les montants sectoriels des périodes correspondantes de l'exercice précédent afin de rendre compte de la présentation adoptée pour l'exercice considéré. Les résultats sectoriels de 2019 ont également été rajustés pour rendre compte du virement de certains produits des activités ordinaires vers les secteurs auxquels ils correspondent davantage. Ces changements ont influé sur les résultats financiers de nos secteurs pour 2019, mais n'ont pas eu d'incidence sur nos résultats financiers consolidés de 2019. Le tableau ci-après résume ces changements :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires						
Professionnels du droit	605	2	607	1 802	10	1 812
Grandes sociétés	320	(1)	319	990	(10)	980
Fiscalité et comptabilité	166	(1)	165	570	(1)	569
Éliminations/arrondissement	(1)	-	(1)	(2)	1	(1)
Total des produits des activités ordinaires	1 413	-	1 413	4 323	-	4 323
BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	227	(5)	222	686	(6)	680
Grandes sociétés	110	(5)	105	330	(16)	314
Fiscalité et comptabilité	35	(2)	33	188	(4)	184
Reuters News	5	11	16	31	27	58
Publications mondiales	71	-	71	218	(1)	217
Charges liées au siège social/arrondissement	(103)	1	(102)	(356)	-	(356)
Total du BAIIA ajusté	345	-	345	1 097	-	1 097

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) à la clôture de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des autorités canadiennes de valeurs mobilières et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Nous mettons en œuvre une initiative d'efficience à long terme qui influe sur l'information financière que nous présentons. Nous améliorons progressivement, sur plusieurs années, les applications de gestion de la prise de commande à l'encaissement (« order-to-cash » ou OTC) et la gestion des flux de travaux connexes. Les principaux éléments des solutions OTC sont les fonctions gestion des commandes, facturation, gestion de la trésorerie et recouvrements. Nous comptons réduire le nombre d'applications ainsi que rationaliser et automatiser les procédés dans l'ensemble de l'entreprise grâce à cette initiative.

Cette initiative étant mise en œuvre graduellement sur une période prolongée, la nature et l'étendue des activités varieront d'un trimestre à l'autre. Selon la nature et l'étendue du travail effectué, cette initiative pourrait donner lieu à des modifications significatives de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière; nous continuerons donc de modifier la conception, la mise en œuvre et la documentation des processus et des procédures de contrôle interne connexes, si nécessaire.

À la suite de la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société en octobre 2018, un nombre important d'employés des fonctions de comptabilité et de communication de l'information ont été transférés à Refinitiv. Des conventions de services de transition sont intervenues entre Thomson Reuters et Refinitiv depuis leur séparation. Un certain nombre de contrôles clés sont toujours mis en œuvre aux termes des conventions de services de transition, et il n'y a eu aucun changement important touchant les contrôles clés à l'égard des processus de communication de l'information financière.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du dernier trimestre de 2020 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 2 novembre 2020, 496 967 791 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 3 460 837 options sur actions et un total de 2 886 804 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2019 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la SEC des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux conséquences potentielles ou prévues de la pandémie de COVID-19 sur Thomson Reuters, ses clients et l'économie en général, les énoncés concernant les perspectives commerciales de la société pour 2020 et les autres attentes relatives à la performance financière et opérationnelle future de la société et de ses secteurs d'activité (particulièrement en ce qui concerne les produits des activités ordinaires tirés des services aux gouvernements du secteur Professionnels du droit, les produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité, les produits des activités ordinaires de l'entreprise Reuters Events et du secteur Reuters News et les expéditions et les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales), le nombre d'actions de LSEG que Thomson Reuters s'attend à détenir indirectement à la clôture de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, les attentes actuelles de la société concernant le moment auquel aura lieu la clôture de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, la confiance en la capacité de Refinitiv d'atteindre sa cible en matière d'économies de coûts annualisées d'ici la fin de 2020, les attentes de la société en ce qui a trait à sa situation de trésorerie et à ses sources de financement, les attentes de la société en ce qui a trait à son programme d'économies de coûts lié à la pandémie de COVID-19, et les attentes de la société en ce qui a trait aux dividendes et aux rachats d'actions. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que les événements décrits dans les énoncés prospectifs se concrétiseront. Ces énoncés prospectifs, y compris ceux qui ont trait à la pandémie de COVID-19, sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. La plupart de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur notre entreprise, nos activités et nos résultats financiers sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pourrions pas nécessairement prévoir avec exactitude. Certains des facteurs susceptibles de causer un écart significatif entre les résultats ou événements réels et les attentes actuelles sont analysés plus haut à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2019 et dans des documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou qu'elle leur fournit. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par la pandémie de COVID-19 et toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale en résultant. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société pour 2020 sont fondées sur les renseignements dont la société dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir (y compris ceux qui concernent la pandémie de COVID-19), de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

La société présente ses perspectives dans le but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour 2020. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Facteurs de risque

Le facteur de risque décrit ci-dessous se veut une mise à jour et un complément des facteurs de risque présentés dans notre rapport annuel 2019 et dans notre rapport de gestion du deuxième trimestre de 2020. Cette mise à jour doit être lue en parallèle avec les facteurs de risque énoncés dans notre rapport annuel 2019 et dans notre rapport de gestion du deuxième trimestre de 2020.

La pandémie de COVID-19 a, et continuera vraisemblablement d'avoir, un effet néfaste sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Nous avons subi, et continuerons vraisemblablement de subir, des répercussions défavorables en raison de l'incertitude, des replis et des changements des marchés que nous desservons, plus particulièrement dans les secteurs juridique, fiscal et comptable.

L'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19, ainsi que des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. La COVID-19 et les mesures de confinement connexes ont déjà causé un ralentissement économique mondial, et la propagation continue de la COVID-19 pourrait mener à une récession mondiale. Nous ne pouvons prévoir l'ampleur et la durée d'un ralentissement ou d'une récession, ni si une telle récession aura lieu ni les conséquences qu'aura en définitive la pandémie sur la demande visant nos produits et services, en raison de différentes incertitudes comme la durée et la gravité de la pandémie, les mesures que pourraient prendre les instances gouvernementales, les entreprises et les particuliers en réponse à la pandémie, et l'incidence sur nos clients. Au deuxième trimestre de 2020, nous avons commencé à ressentir l'incidence défavorable de la COVID-19 et des mesures de confinement sur notre performance au chapitre des produits des activités ordinaires. Nous prévoyons que cette incidence défavorable continuera de se faire sentir et que les conséquences de la pandémie sur nos activités dans l'avenir pourraient être importantes. Même si nous avons mis en place des mesures et des plans conçus pour atténuer les conséquences de la COVID-19, il se pourrait que nos efforts ne donnent pas les résultats escomptés.

Notre rendement dépend de la santé et de la solidité financières de nos clients, qui à leur tour dépendent principalement de la conjoncture économique des États-Unis (79 % de nos produits des activités ordinaires en 2019) ainsi, dans une moindre mesure, de la conjoncture économique générale en Europe, en Asie-Pacifique, au Canada et en Amérique latine. La réduction des coûts, des dépenses ou des activités par nos clients peut diminuer la demande pour certains de nos produits et services, et réduire leur utilisation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers en réduisant nos produits des activités ordinaires, ce qui pourrait en retour réduire la rentabilité de certains de nos produits et services. La réduction des coûts par nos clients nous a également amenés à simplifier davantage notre organisation et à prendre des mesures en surcroît de celles que nous aurions prises autrement pour optimiser notre structure des coûts dans le but de maintenir ou d'augmenter notre rentabilité. Nous atténuons l'incidence de la baisse des produits des activités ordinaires en 2020 sur notre BALIA ajusté et sur nos flux de trésorerie disponibles au moyen d'un programme d'économies de coûts aux termes duquel nous avons diminué les dépenses liées aux services de consultation et de conseil, aux déplacements et au divertissement et à certains projets de développement ainsi que d'autres dépenses discrétionnaires, mais nous pourrions devoir prendre ultérieurement des mesures plus énergiques de réduction des coûts.

Comme une forte proportion de nos produits des activités ordinaires sont récurrents (78 % de nos produits en 2019), nous sommes d'avis que notre profil de produits des activités ordinaires est habituellement stable, comparativement aux autres modèles d'entreprise qui concernent principalement la vente de produits dans le cadre d'ententes bilatérales ou ponctuelles. Cependant, cela signifie également qu'il existe un décalage dans la concrétisation des conséquences d'une vente ou d'une annulation dans nos produits des activités ordinaires déclarés, puisque nous constatons des produits sur toute la durée de l'entente. En raison de ce décalage, nos produits des activités ordinaires tendent habituellement à diminuer moins rapidement lorsque la conjoncture économique se détériore, mais ils sont également souvent plus lents à renouer avec la croissance lorsque l'activité économique s'améliore, comparativement aux autres entreprises qui n'évoluent pas selon un mode par abonnement. Nos produits tirés des transactions (10 % de nos produits en 2019), qui comprennent les honoraires prévus dans les ententes de services et de consultation, varient lorsque la conjoncture économique se dégrade, comme c'est le cas durant la pandémie de COVID-19.

En 2019, nous avons tiré 78 % de nos produits des activités ordinaires de nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité, lesquels fournissent principalement des services aux avocats, aux fiscalistes et aux comptables. La conjoncture économique mondiale incertaine et changeante peut avoir une incidence sur ces secteurs. Dans le secteur du droit, la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement ont poussé de nombreux tribunaux à annuler ou à reporter des procédures judiciaires, et le travail lié aux transactions a ralenti dans plusieurs domaines de pratique. En raison de la pandémie de COVID-19, nos clients mettent l'accent sur la santé et la sécurité de leurs employés et de leurs activités, et cherchent à réduire leurs coûts. Certains de nos clients pourraient aussi ralentir leur processus décisionnel ou retarder des mises en œuvre ou des renouvellements prévus en raison de la pandémie, ce qui pourrait bousculer les tendances en matière de dépenses. Les ralentissements du travail dans les cabinets d'avocats ou de fiscalistes et d'experts-comptables pourraient se traduire par une baisse de la demande visant certains de nos produits et services. Nous nous attendons à ce qu'un nombre limité de nos clients ne puissent pas nous payer ou demandent des arrangements financiers ou d'autres modalités de paiement en raison de leur situation financière, mais si un plus grand nombre de clients ou si certains de nos gros clients ne peuvent ou ne veulent pas nous payer, nos produits des activités ordinaires et notre situation financière pourraient en souffrir.

La COVID-19 a eu pour effet de faire baisser les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales à un rythme plus rapide que nous l'avions prévu avant la pandémie. Même si notre usine est restée ouverte en tant qu'entreprise essentielle au Minnesota, nous avons reçu au deuxième trimestre beaucoup de demandes de clients qui voulaient reporter des expéditions de documents imprimés parce que plusieurs d'entre eux n'étaient pas présents à leurs bureaux en raison de la fermeture obligatoire des bureaux gouvernementaux et des entreprises aux États-Unis et dans bien d'autres pays. Comme nos documents imprimés sont traditionnellement considérés comme du contenu essentiel pour les cabinets d'avocats et les organismes gouvernementaux, nous prévoyons qu'un nombre important de ces expéditions retardées finiront par être effectuées en 2020. Cependant, rien ne garantit que cela se produira. Une diminution rapide des produits du secteur Publications mondiales attribuable à la pandémie de COVID-19 pourrait nuire à notre rentabilité (puisque le secteur Publications mondiales dégage des marges plus élevées que nos activités en général), ainsi qu'à nos flux de trésorerie.

Le secteur Reuters News a été touché par la pandémie de COVID-19, et nous nous attendons actuellement à une diminution, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, des produits des activités ordinaires de ce secteur pour l'exercice 2020. Notre entreprise Reuters Events (que nous avons acquise au quatrième trimestre de 2019) a annulé ou reporté presque toutes les conférences en personne qui étaient prévues jusqu'à la fin de l'exercice 2020 en réaction à la COVID-19. Nous ne pouvons prévoir à quel moment Reuters Events pourra reprendre les conférences en personne.

En raison de la pandémie de COVID-19, nous avons dû modifier plusieurs de nos pratiques et activités commerciales, et nous pourrions prendre d'autres mesures, que ce soit sur ordre des autorités gouvernementales ou parce que nous croyons qu'il en va de l'intérêt de nos employés, clients, partenaires, fournisseurs et autres parties prenantes. La majorité de nos employés sont actuellement en télétravail depuis leur domicile, ce qui peut créer des risques opérationnels supplémentaires, notamment des risques liés à la cybersécurité. Les arrangements de télétravail se sont répercutés sur la façon dont nous menons nos activités de développement de produits, de soutien à la clientèle, de vente, etc., ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités d'exploitation. Même si notre équipe de vente conclut de nouvelles ventes et des renouvellements en télétravail, des restrictions ou des limitations prolongées de la capacité de l'équipe de vente à se déplacer pour rencontrer des clients éventuels ou existants pourraient nuire à notre capacité de dégager des produits des activités ordinaires dans l'avenir. Dans certains pays, par exemple en Inde, nous avons un grand nombre d'employés qui effectuent et soutiennent des activités essentielles. La fermeture prolongée des installations où sont menées des activités essentielles pourrait entraver notre capacité de fournir nos services et nos solutions. La maladie et les perturbations des effectifs pourraient aussi conduire à la non-disponibilité de la haute direction ou d'autres membres du personnel clés et ainsi nuire à notre capacité d'exécuter des tâches essentielles. Nous ne pouvons garantir que les mesures que nous prenons suffiront à atténuer les risques que pose la pandémie de COVID-19.

Bon nombre des risques exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2019 et dans le présent rapport de gestion sont, et pourraient être, exacerbés par la pandémie de COVID-19 et toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale en résultant. La situation évolue rapidement, et de nouvelles conséquences et de nouveaux risques dont nous n'avons peut-être pas connaissance ou que nous ne pouvons peut-être pas contrer convenablement à l'heure actuelle pourraient se manifester, notamment si la pandémie perdure ou se répand encore plus dans le monde. Nous surveillons de près les répercussions de la COVID-19, mais les conséquences futures de la pandémie sont très incertaines et ne peuvent être prévues, et rien ne garantit que la pandémie n'aura pas un effet défavorable important dans l'avenir sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. L'ampleur des conséquences, prises individuellement ou collectivement, dépendra de l'évolution de la situation, notamment des mesures prises pour freiner les répercussions financières et économiques de la pandémie. Même après la pandémie, lorsque les mesures de confinement auront été levées, nous pourrions continuer de subir des effets néfastes sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation, dont l'ampleur pourrait être importante.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous avons recours à certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière. En outre, des mesures non conformes aux IFRS utilisées comme mesures de performance servent de fondement aux programmes de rémunération incitative de la direction. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » de notre rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
BAlIA ajusté sectoriel, BAlIA ajusté consolidé et marges connexes		
Le BAlIA ajusté sectoriel représente le bénéfice lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des ajustements de juste valeur et des éléments liés au siège social.	Fournissent une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représentent des mesures fréquemment présentées par les entités et abondamment utilisées par les investisseurs comme paramètre d'évaluation. Permettent aussi d'évaluer la capacité de la société de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies
Le BAlIA ajusté consolidé comprend le BAlIA ajusté sectoriel pour chaque secteur à présenter et les charges liées au siège social.		
Les marges connexes sont exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires.		
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et marge connexe		
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement. La marge connexe est exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif.	Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice net : - Exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et d'autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Nous calculons le montant après impôt de chaque élément exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'impôt appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. - Nous déduisons également les dividendes déclarés sur les actions privilégiées. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action. Nous ajustons aussi le bénéfice et le résultat par action des périodes intermédiaires afin de refléter un taux d'impôt effectif normalisé. Plus précisément, le taux d'impôt effectif normalisé correspond au taux d'impôt effectif annualisé estimatif, appliqué au résultat ajusté avant impôt de la période intermédiaire. Le taux d'impôt effectif présenté est fondé sur les taux d'impôt effectifs annuels de chaque territoire s'appliquant au résultat avant impôt de chaque période intermédiaire.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat et constituent aussi des mesures utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de notre performance. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires. La normalisation du taux d'impôt effectif permet de mieux répartir l'impôt estimatif de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais elle n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice ni sur l'impôt décaissé.	Bénéfice (perte) net et résultat dilué par action

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dette nette : Dette totale, compte tenu de la juste valeur des instruments de couverture connexes, mais compte non tenu des coûts de transactions non amortis connexes, des surcotes ou décotes connexes et de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture ainsi que des obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procurent des mesures couramment utilisées pour évaluer le niveau d'endettement d'une société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour les douze mois précédents se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, au produit des cessions d'immobilisations et aux autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location, des dividendes versés sur nos actions privilégiées et des dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les nouvelles acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes »	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation	Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	
Mesures non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action		

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne » Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. • Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. • Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.		
	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2020 et 2019.

Rapprochement du bénéfice (de la perte) lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	240	(72)	562	249
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
(Produit) charge d'impôt	(147)	(13)	(84)	35
Autres (produits financiers) charges financières	(2)	3	(36)	32
Charge d'intérêts, montant net	49	40	146	112
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	32	28	92	80
Dotation aux amortissements des logiciels	133	117	362	326
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	61	38	144	110
BAIIA	366	141	1 186	944
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	178	304	385	555
Autres profits d'exploitation, montant net	(56)	(91)	(104)	(396)
Ajustements de juste valeur	3	(9)	(17)	(6)
BAIIA ajusté	491	345	1 450	1 097
Déduire les dépenses d'investissement	(117)	(125)	(404)	(365)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	374	220	1 046	732
Marge du BAIIA ajusté	34,0 %	24,4 %	33,2 %	25,4 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	25,9 %	15,6 %	24,0 %	16,9 %

Rapprochement du bénéfice (de la perte) net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice (perte) net	241	(44)	560	240
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Ajustements de juste valeur	3	(9)	(17)	(6)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	32	28	92	80
Autres profits d'exploitation, montant net	(56)	(91)	(104)	(396)
Autres (produits financiers) charges financières	(2)	3	(36)	32
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	178	304	385	555
Impôt sur les éléments ci-dessus ¹⁾	(41)	(58)	(100)	(57)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ¹⁾	(146)	22	(107)	7
(Bénéfice) perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(1)	(28)	2	9
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires¹⁾	(15)	7	(21)	(1)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	-	(2)	(2)
Résultat ajusté	192	134	652	461
Résultat ajusté par action	0,39 \$	0,27 \$	1,31 \$	0,92 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	498,4	503,3	497,8	503,2

1) Se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – (Produit) charge d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	581	264	1 179	347
Dépenses d'investissement	(117)	(125)	(404)	(365)
Produit de (paiements liés aux) cessions d'immobilisations corporelles	98	(2)	162	-
Autres activités d'investissement	-	1	2	5
Paiements au titre du capital des contrats de location	(20)	(12)	(56)	(35)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(1)	-	(2)	(2)
Flux de trésorerie disponibles	541	126	881	(50)

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

	Trimestres clos les 30 septembre						
			Variation				
(en millions de dollars américains)	2020	2019	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	636	607	5 %	-	4 %	1 %	3 %
Grandes sociétés	333	319	5 %	(1) %	5 %	1 %	5 %
Fiscalité et comptabilité	165	165	-	(4) %	3 %	(7) %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 134	1 091	4 %	(1) %	5 %	-	5 %
Reuters News	154	155	-	1 %	(1) %	1 %	(2) %
Publications mondiales	154	168	(8) %	-	(7) %	-	(7) %
Éliminations/arrondissement	1	(1)					
Total des produits des activités ordinaires	1 443	1 413	2 %	-	3 %	-	2 %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

	Trimestres clos les 30 septembre						
			Variation				
(en millions de dollars américains)	2020	2019	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	592	562	5 %	-	5 %	1 %	4 %
Grandes sociétés	287	273	5 %	(1) %	6 %	-	6 %
Fiscalité et comptabilité	133	140	(5) %	(4) %	(1) %	(7) %	6 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 012	975	4 %	(1) %	4 %	-	5 %
Reuters News	141	143	(1) %	1 %	(2) %	-	(2) %
Total des produits récurrents	1 153	1 118	3 %	-	4 %	-	4 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	44	45	(2) %	-	(2) %	2 %	(4) %
Grandes sociétés	46	46	1 %	(1) %	2 %	3 %	(1) %
Fiscalité et comptabilité	32	25	23 %	(2) %	25 %	(6) %	31 %
3 grands secteurs pris collectivement	122	116	5 %	-	5 %	1 %	4 %
Reuters News	13	12	7 %	(10) %	17 %	17 %	-
Total des produits tirés des transactions	135	128	5 %	(1) %	6 %	2 %	4 %

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	1 882	1 812	4 %	-	4 %	1 %	3 %
Grandes sociétés	1 029	980	5 %	(1) %	6 %	1 %	5 %
Fiscalité et comptabilité	551	569	(3) %	(3) %	-	(3) %	3 %
3 grands secteurs pris collectivement	3 462	3 361	3 %	(1) %	4 %	1 %	3 %
Reuters News	464	466	-	-	-	6 %	(6) %
Publications mondiales	443	497	(11) %	(1) %	(10) %	-	(10) %
Éliminations/arrondissement	(1)	(1)					
Total des produits des activités ordinaires	4 368	4 323	1 %	(1) %	2 %	1 %	1 %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	1 759	1 675	5 %	-	5 %	1 %	4 %
Grandes sociétés	850	803	6 %	(1) %	7 %	1 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	427	460	(7) %	(4) %	(4) %	(6) %	3 %
3 grands secteurs pris collectivement	3 036	2 938	3 %	(1) %	4 %	-	4 %
Reuters News	424	430	(1) %	-	(1) %	-	(1) %
Total des produits récurrents	3 460	3 368	3 %	(1) %	4 %	-	4 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	123	137	(11) %	-	(10) %	-	(10) %
Grandes sociétés	179	177	1 %	(1) %	2 %	4 %	(2) %
Fiscalité et comptabilité	124	109	14 %	(2) %	15 %	12 %	3 %
3 grands secteurs pris collectivement	426	423	-	(1) %	1 %	4 %	(3) %
Reuters News	40	36	12 %	(4) %	15 %	52 %	(36) %
Total des produits tirés des transactions	466	459	1 %	(1) %	2 %	9 %	(7) %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre				
	2020	2019	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	272	222	22 %	1 %	21 %
Grandes sociétés	120	105	14 %	-	14 %
Fiscalité et comptabilité	47	33	42 %	(5) %	47 %
3 grands secteurs pris collectivement	439	360	22 %	-	21 %
Reuters News	23	16	53 %	(12) %	65 %
Publications mondiales	64	71	(10) %	1 %	(11) %
Charges liées au siège social	(35)	(102)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	491	345	42 %	(3) %	45 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	42,8 %	36,7 %	610 pb	30 pb	580 pb
Grandes sociétés	36,0 %	33,0 %	300 pb	20 pb	280 pb
Fiscalité et comptabilité	28,5 %	20,1 %	840 pb	(10) pb	850 pb
3 grands secteurs pris collectivement	38,7 %	33,1 %	560 pb	20 pb	540 pb
Reuters News	15,2 %	10,0 %	520 pb	(90) pb	610 pb
Publications mondiales	41,1 %	42,3 %	(120) pb	50 pb	(170) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	34,0 %	24,4 %	960 pb	(40) pb	1 000 pb
Charges d'exploitation consolidées	955	1 059	(10) %	1 %	(11) %
Résultat ajusté par action consolidé	0,39 \$	0,27 \$	44 %	(4) %	48 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2020	2019	Variation		
			Total	Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	756	680	11 %	-	11 %
Grandes sociétés	355	314	13 %	-	13 %
Fiscalité et comptabilité	185	184	1 %	(3) %	3 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 296	1 178	10 %	-	10 %
Reuters News	67	58	16 %	10 %	7 %
Publications mondiales	181	217	(17) %	-	(17) %
Charges liées au siège social	(94)	(356)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	1 450	1 097	32 %	(1) %	33 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	40,2 %	37,6 %	260 pb	10 pb	250 pb
Grandes sociétés	34,5 %	32,0 %	250 pb	40 pb	210 pb
Fiscalité et comptabilité	33,6 %	32,3 %	130 pb	20 pb	110 pb
3 grands secteurs pris collectivement	37,4 %	35,1 %	230 pb	10 pb	220 pb
Reuters News	14,5 %	12,4 %	210 pb	120 pb	90 pb
Publications mondiales	40,7 %	43,7 %	(300) pb	30 pb	(330) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	33,2 %	25,4 %	780 pb	10 pb	770 pb
Charges d'exploitation consolidées	2 901	3 220	(10) %	(2) %	(8) %
Résultat ajusté par action consolidé	1,31 \$	0,92 \$	42 %	(1) %	43 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du nombre moyen pondéré dilué d'actions entrant dans le calcul du résultat ajusté par action

Nos activités poursuivies ayant enregistré une perte nette aux termes des IFRS pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires entrant dans le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est identique pour tous les calculs du résultat par action de la période, puisque l'incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions viendrait réduire la perte par action et aurait donc un effet antidilutif. Le résultat ajusté, qui est une mesure non conforme aux IFRS, correspondant à un bénéfice, les actions ordinaires potentielles sont prises en compte, puisqu'elles viennent diminuer le résultat ajusté par action et ont donc un effet dilutif.

Le tableau suivant présente un rapprochement de l'information sur les actions ordinaires selon les IFRS et hors IFRS :

	Trimestre clos le 30 septembre
(nombre moyen pondéré d'actions ordinaires)	2019
Montant de base et dilué, selon les IFRS	501 240 480
Incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions	2 043 370
Montant dilué, hors IFRS	503 283 850

Annexe C

Renseignements sur Refinitiv

Notre société détient une participation de 45 % dans Refinitiv, qui constituait auparavant notre secteur Activités financières et risque entièrement détenu. Des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone détiennent une participation de 55 % dans Refinitiv. Nos résultats selon les IFRS comprennent notre quote-part de 45 % du résultat de Refinitiv dans un poste distinct de l'état consolidé du résultat net intitulé « Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ». Nos mesures non conformes aux IFRS, y compris le résultat ajusté, ne tiennent pas compte de la quote-part des résultats après impôt de Refinitiv et des autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau ci-dessous présente les principales données financières pour 100 % de Refinitiv pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2020 et 2019, à la fois sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Refinitiv présente son information financière selon les PCGR des États-Unis et fournit un rapprochement avec les IFRS conformément aux méthodes comptables de Thomson Reuters. Un rapprochement entre ces mesures conformes aux IFRS et les mesures non conformes aux IFRS connexes est également présenté dans la présente annexe.

Les informations qui suivent ont été fournies par Refinitiv et sont non auditées.

	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
				Variation				Variation
				Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées				Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total		2020	2019	Total	
Mesures conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 615	1 557	4 %	2 %	4 836	4 674	3 %	3 %
Perte nette	(389)	(656)			(808)	(1 201)		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	584	404			933	477		
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	132	182			475	419		
Dette aux 30 septembre 2020 et 2019					14 308	13 907		
Mesures non conformes aux IFRS								
BAIIA ajusté	643	543			1 874	1 655		
Marge du BAIIA ajusté	39,8 %	34,9 %			38,8 %	35,4 %		
Flux de trésorerie disponibles	443	211			436	(41)		

Les rapprochements suivants des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS sont fondés sur les définitions des mesures non conformes aux PCGR de Refinitiv, qui diffèrent de celles qu'utilisait Thomson Reuters.

Rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	2020	2019
Perte nette	(389)	(656)	(808)	(1 201)
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Charge (produit) d'impôt	31	38	39	(22)
Charges financières	267	570	710	1 074
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	517	486	1 474	1 431
BAIIA	426	438	1 415	1 282
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	2	-	-	(1)
Autres pertes (profits) d'exploitation	63	(21)	54	(20)
Ajustements de juste valeur	9	7	30	45
Rémunération fondée sur des actions	5	35	26	42
Coûts liés à la transformation	138	84	349	307
BAIIA ajusté	643	543	1 874	1 655
Marge du BAIIA ajusté	39,8 %	34,9 %	38,8 %	35,4 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	584	404	933	477
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	(132)	(182)	(475)	(419)
Autres activités d'investissement	-	1	1	1
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(9)	(12)	(23)	(100)
Flux de trésorerie disponibles	443	211	436	(41)

Annexe D

Données trimestrielles

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 sept. 2020	30 juin 2020	31 mars 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	31 déc. 2018
Produits des activités ordinaires	1 443	1 405	1 520	1 583	1 413	1 423	1 487	1 527
Bénéfice d'exploitation	318	365	290	216	262	447	274	135
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	240	131	191	1 321	(72)	207	114	(103)
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	1	(5)	2	3	28	(27)	(10)	3 478
Bénéfice (perte) net	241	126	193	1 324	(44)	180	104	3 375
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	241	126	193	1 324	(44)	180	104	3 375
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,64 \$	(0,14) \$	0,41 \$	0,23 \$	(0,19) \$
Lié aux activités abandonnées	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)	(0,02)	6,32
	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,65 \$	(0,09) \$	0,36 \$	0,21 \$	6,13 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,63 \$	(0,14) \$	0,41 \$	0,22 \$	(0,19) \$
Lié aux activités abandonnées	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)	(0,02)	6,32
	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,64 \$	(0,09) \$	0,36 \$	0,20 \$	6,13 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par la sortie de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Les produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2020 ont subi l'incidence défavorable des retards dans l'expédition de documents imprimés et du moment de la comptabilisation des produits liés au logiciel Pay-Per-Return dans notre secteur Fiscalité et comptabilité, ce qui s'explique dans les deux cas par la pandémie de COVID-19. Les mouvements du change ont eu une légère incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires pour la majeure partie de la période de huit trimestres. Les acquisitions ont eu une incidence favorable sur les produits des activités ordinaires à compter du troisième trimestre de 2019, au cours duquel nous avons fait l'acquisition de HighQ et de Confirmation, mais cette incidence a été en partie contrebalancée par la perte de produits tirés de certaines entreprises que nous avons vendues.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier puisque la majorité de nos charges d'exploitation sont fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes moins rentables. À compter du quatrième trimestre de 2018 et jusqu'au quatrième trimestre de 2019, les coûts et les investissements liés au repositionnement de notre société à la suite de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque en octobre 2018 ont pesé lourd sur notre bénéfice d'exploitation. En 2020, le bénéfice d'exploitation a été favorisé par la diminution des coûts résultant de l'achèvement du repositionnement de notre société en 2019 et, à compter du deuxième trimestre de 2020, par nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19. Au troisième trimestre de 2019, le profit important découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société a eu une incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice (perte) net – L'augmentation du bénéfice net au quatrième trimestre de 2019 est attribuable à un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger. L'augmentation du bénéfice net au quatrième trimestre de 2018 découle d'un profit de 3,4 G\$ à la vente d'une participation majoritaire dans notre secteur Activités financières et risque.

Annexe E

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale indirecte en propriété exclusive de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans le secteur Fiscalité et comptabilité de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations d'impôt, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation vise seulement à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation de manière conforme aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, nos états financiers consolidés annuels de 2019, ainsi que notre rapport de gestion annuel de 2019 qui figure dans notre rapport annuel 2019.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, qui a été adoptée par la SEC le 2 mars 2020 et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762, avant son entrée en vigueur le 4 janvier 2021, comme l'autorise le communiqué d'adoption.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

Trimestre clos le 30 septembre 2020						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 006	790	(353)	1 443
Charges d'exploitation	-	-	(868)	(440)	353	(955)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(26)	(35)	-	(61)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(6)	(128)	1	(133)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(13)	(19)	-	(32)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(2)	58	-	56
Bénéfice d'exploitation	-	-	91	226	1	318
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	(1)	(9)	-	(49)
Autres (charges) produits financiers	(24)	-	-	26	-	2
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	28	-	(13)	(15)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(35)	-	77	228	1	271
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(178)	-	(178)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	276	-	5	72	(353)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(1)	148	-	147
Bénéfice lié aux activités poursuivies	241	-	81	270	(352)	240
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	(4)	5	-	1
Bénéfice net	241	-	77	275	(352)	241
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	241	-	77	275	(352)	241

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

Trimestre clos le 30 septembre 2019						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	982	706	(275)	1 413
Charges d'exploitation	(2)	-	(830)	(502)	275	(1 059)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(20)	(18)	-	(38)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(7)	(111)	1	(117)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(16)	(12)	-	(28)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(9)	93	7	91
(Perte) bénéfice d'exploitation	(2)	-	100	156	8	262
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	-	(1)	-	(40)
Autres produits (charges) financiers	79	-	1	(83)	-	(3)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	108	-	(5)	(103)	-	-
Bénéfice (perte) avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	146	-	96	(31)	8	219
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(304)	-	(304)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des filiales	(190)	-	2	91	97	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(5)	18	-	13
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies	(44)	-	93	(226)	105	(72)
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	28	-	28
(Perte) bénéfice net	(44)	-	93	(198)	105	(44)
(Perte) bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	(44)	-	93	(198)	105	(44)

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

Période de neuf mois close le 30 septembre 2020						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	3 071	2 339	(1 042)	4 368
Charges d'exploitation	(8)	-	(2 669)	(1 266)	1 042	(2 901)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(59)	(85)	-	(144)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(18)	(346)	2	(362)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(40)	(52)	-	(92)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(13)	117	-	104
(Perte) bénéfice d'exploitation	(8)	-	272	707	2	973
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(114)	-	(2)	(30)	-	(146)
Autres produits (charges) financiers	60	-	(1)	(23)	-	36
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	80	-	(38)	(42)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	18	-	231	612	2	863
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(385)	-	(385)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	542	-	16	156	(714)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(71)	155	-	84
Bénéfice lié aux activités poursuivies	560	-	176	538	(712)	562
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	(4)	2	-	(2)
Bénéfice net	560	-	172	540	(712)	560
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	560	-	172	540	(712)	560

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

Période de neuf mois close le 30 septembre 2019

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	3 020	2 234	(931)	4 323
Charges d'exploitation	(8)	-	(2 631)	(1 512)	931	(3 220)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(58)	(52)	-	(110)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(16)	(312)	2	(326)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(47)	(33)	-	(80)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	7	398	(9)	396
(Perte) bénéfice d'exploitation	(8)	-	275	723	(7)	983
(Charges) produits financiers, montant net						
(Charge) produits d'intérêt, montant net	(117)	-	-	5	-	(112)
Autres (charges) produits financiers	(55)	-	1	22	-	(32)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	283	-	(14)	(269)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	103	-	262	481	(7)	839
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(555)	-	(555)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	137	-	3	206	(346)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(56)	21	-	(35)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	240	-	209	153	(353)	249
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(9)	-	(9)
Bénéfice net	240	-	209	144	(353)	240
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	240	-	209	144	(353)	240

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

30 septembre 2020						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	-	147	1 004	-	1 152
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	664	380	-	1 045
Créances d'exploitation intragroupe	3 404	-	238	3 029	(6 671)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	544	-	550
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	196	215	-	412
Actifs courants	3 407	-	1 251	5 172	(6 671)	3 159
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	243	308	-	551
Logiciels, montant net	-	-	30	843	(5)	868
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 163	2 273	-	3 436
Goodwill	-	-	3 731	2 170	-	5 901
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 206	-	1 206
Autres actifs non courants	43	-	119	546	-	708
Créances d'exploitation intragroupe	331	-	-	778	(1 109)	-
Placements dans des filiales	12 073	-	47	3 983	(16 103)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 209	-	1 209
Total des actifs	15 854	-	6 584	18 488	(23 888)	17 038
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passifs						
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	63	-	333	745	-	1 141
Produits différés	-	-	609	201	-	810
Dettes d'exploitation intragroupe	2 509	-	521	3 641	(6 671)	-
Autres passifs financiers	-	-	20	126	-	146
Passifs courants	2 572	-	1 483	4 713	(6 671)	2 097
Dette à long terme	3 720	-	-	-	-	3 720
Provisions et autres passifs non courants	2	-	79	1 151	-	1 232
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	331	(1 109)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	214	215	-	429
Total des passifs	6 294	-	2 554	6 410	(7 780)	7 478
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 560	-	4 030	12 078	(16 108)	9 560
Total du passif et des capitaux propres	15 854	-	6 584	18 488	(23 888)	17 038

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 décembre 2019						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	-	169	651	-	825
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	749	417	-	1 167
Créances d'exploitation intragroupe	3 289	-	440	2 699	(6 428)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	527	-	533
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	194	351	-	546
Actifs courants	3 296	-	1 558	4 645	(6 428)	3 071
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	272	343	-	615
Logiciels, montant net	-	-	47	859	(6)	900
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 203	2 315	-	3 518
Goodwill	-	-	3 658	2 195	-	5 853
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 551	-	1 551
Autres actifs non courants	-	-	124	487	-	611
Créances d'exploitation intragroupe	283	-	-	778	(1 061)	-
Placements dans des filiales	11 605	-	27	4 025	(15 657)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 176	-	1 176
Total des actifs	15 184	-	6 889	18 374	(23 152)	17 295
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passifs						
Dette courante	578	-	-	1	-	579
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	44	-	484	845	-	1 373
Produits différés	-	-	583	250	-	833
Dettes d'exploitation intragroupe	2 031	-	668	3 729	(6 428)	-
Autres passifs financiers	262	-	19	153	-	434
Passifs courants	2 915	-	1 754	4 978	(6 428)	3 219
Dette à long terme	2 676	-	-	-	-	2 676
Provisions et autres passifs non courants	33	-	82	1 149	-	1 264
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	283	(1 061)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	223	353	-	576
Total des passifs	5 624	-	2 837	6 763	(7 489)	7 735
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 560	-	4 052	11 611	(15 663)	9 560
Total du passif et des capitaux propres	15 184	-	6 889	18 374	(23 152)	17 295

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trimestre clos le 30 septembre 2020						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(13)	-	(141)	735	-	581
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	47	-	(9)	(28)	(72)	(62)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(37)	-	15	(368)	72	(318)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(3)	-	(135)	339	-	201
Trimestre clos le 30 septembre 2019						
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	5	-	120	139	-	264
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	62	-	11	(829)	(181)	(937)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(67)	-	50	(448)	181	(284)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires	-	-	181	(1 138)	-	(957)

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Période de neuf mois close le 30 septembre 2020						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(114)	-	286	1 007	-	1 179
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	-	-	(20)	(124)	(260)	(404)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	110	-	(288)	(525)	260	(443)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(4)	-	(22)	358	-	332
Période de neuf mois close le 30 septembre 2019						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(49)	-	278	118	-	347
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	62	-	60	(981)	(231)	(1 090)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(17)	-	(78)	(947)	231	(811)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(4)	-	260	(1 810)	-	(1 554)